

Diagnostic Stratégique de l'émergence économique du Maroc

—

Moubarack Lo

PP-19/19

A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

©2019 Policy Center for the New South. All rights reserved

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur



Diagnostic Stratégique de l'émergence économique du Maroc

Moubarack Lo

avec

Ruben Djogbenu
Amaye Sy

A propos de l'auteur Moubarak Lo

Moubarak Lo is President of the Emergence Institute, specializing in economic and statistical studies and strategic planning, and a Senior Fellow at the Policy Center for the New South, previously known as OCP Policy Center, who focuses on Economic Growth & Development, and Applied Statistics. He is currently Special Adviser to the Prime Minister, Chief Economist of the Prime Minister and Coordinator of the Economic and Social Analysis Unit. Previously, he was deputy director in the Cabinet of Macky Sall, president of the Republic of Senegal. He also served as an economic advisor to Prime Ministers Habib Thiam, Moustapha Niasse, and Mamadou Lamine Loum, as well as the Office of the Minister of Economy and Finance. He is an expert for the UN, the African Development Bank, the World Bank, the African Union, and Economic Community of West African States. Mr. Lo has served as associate lecturer in economic policy at the National School of Administration of Senegal and the University Gaston Berger of St. Louis. He also designed the index of development Economic Emergence Composites.

Résumé Exécutif

Le présent document a pour objet de faire l'évaluation de l'état d'avancement du Maroc dans sa marche vers l'émergence économique. Il s'appuie sur l'approche retenue dans l'ouvrage « l'émergence économique des nations : définition et mesure » de Moubarak Lo (2017) .

Le diagnostic stratégique de l'émergence du Maroc a permis de relever les points ci-après :

- En 2017, le Maroc réalise une performance relativement satisfaisante, concernant l'indice synthétique d'émergence économique (ISEME), avec un score de 0,55 sur 1. Il se classe au 2^{ième} rang africain, derrière l'Afrique du Sud et devant l'Égypte, et au 32^{ième} rang mondial, sur un total de 104 pays. Il se retrouve ainsi dans la catégorie des pays dits « émergents »;
- Les meilleurs scores du Maroc sont enregistrés dans la dimension « richesse inclusive » (tirée notamment par une forte amélioration de l'espérance de vie) et dans la dimension « dynamisme économique et cadre macroéconomique sain », avec néanmoins un essoufflement du rythme de croissance économique, dénotant un besoin urgent d'une relance des moteurs de la croissance du pays ;
- La transformation structurelle du pays progresse timidement. Elle pâtit du rythme lent de développement de l'industrie couplé à une productivité relativement faible, y compris en comparaison avec les pays de niveau proche de développement comme la Tunisie ;
- Le Maroc a fortement renforcé sa présence sur les marchés mondiaux de la manufacture à technologie d'intensité moyenne, tout en diversifiant ses produits d'exportations, dans le cadre de sa stratégie de promotion de nouveaux métiers mondiaux (aéronautique et automobile, par exemple) et de consolidation des métiers traditionnels (comme l'engrais phosphaté). Toutefois, le pays peine à se déployer dans le segment des produits à haute technologie et se trouve donc placé sous le risque de ce que les économistes appellent « la trappe des pays à revenus intermédiaires ».

Ces constats ont permis de définir un certain nombre de scénarios pour l'évolution future de l'économie marocaine : (i) un scénario tendanciel ; (ii) un scénario moyen ; (iii) un scénario d'accélération.

Le dernier scénario fait l'hypothèse d'une forte accélération dans la dynamique des différentes variables entrant dans le calcul de l'ISEME. Le scénario moyen considère une évolution moyenne sur les différents paramètres entrant dans le calcul de l'ISEME. Ce scénario reflète une évolution de l'économie à mi-chemin entre l'évolution tendancielle (scénario 1) et l'accélération (scénario 3).

Le scénario d'accélération ferait du Maroc un pays pré-développé dès 2025, avec un score de 0,813. Nous ne l'avons pas retenu. Dans le scénario moyen, le Maroc devient un pays émergé dès 2025 (avec un score de 0,733 proche de celui de la Turquie de 2017) et pré-développé en 2030 (avec un score de 0,836 proche de celui de l'Irlande de 2017). En 2040, il obtiendrait un score de 0,912 presque égal à celui de la Chine de 2016.

La réalisation du scénario moyen suppose l'atteinte des résultats suivant:

- Un PIB par habitant PPA de 14 100 dollars en 2030 (et de 22.960 dollars en 2040), ce qui correspond à une accélération de 5% en moyenne par an du taux de croissance du PIB par tête et une croissance soutenue du PIB ;
- Un niveau d'investissement de 35%, ce qui correspond à un redoublement des efforts actuels, à travers la mise en place d'un ensemble de réformes d'amélioration du cadre des affaires et une dynamisation de l'investissement domestique (surtout privé) ;
- Une plus grande attractivité des IDE. Ceci implique que plus d'investisseurs étrangers investissent massivement dans les secteurs clés de l'économie, tout en se servant au maximum du tissu économique domestique ;
- Une augmentation de 140% des rendements des céréales (atteignant 4.227 kilogrammes à l'hectare en 2030, contre 1.758 kilogrammes en 2017), alimentée par une forte amélioration des méthodes de production agricole ;
- Une valeur ajoutée manufacturière plus importante de l'ordre de 25% du PIB en 2030, contre à peu près 16% en 2017 ;
- Une intensification de l'activité industrielle qui devrait passer en moyenne de 26%, actuellement, à environ 35% du PIB en 2030 ;
- Des exportations qui deviennent de plus en plus importantes, avec un niveau de concentration encore plus faible. Ceci suppose, donc, une transformation structurelle plus profonde de l'économie avec l'émergence de plus de secteurs à forte valeur ajoutée et proches du centre de la carte espace-produit, donc une économie plus sophistiquée produisant des produits plus complexes ;
- Un niveau d'inflation toujours maîtrisé, comme c'est le cas actuellement ;
- Une surface budgétaire plus importante, afin d'obtenir un solde budgétaire respectant l'objectif de -2% au plus et la poursuite de la bonne gestion de la dette ;
- Une balance courante traduisant une meilleure maîtrise des équilibres extérieurs avec idéalement un solde positif ;
- Et, enfin, un niveau d'espérance de vie de 82 ans en 2030 au lieu de 75,8 années, en 2017.

L'atteinte de ces résultats intermédiaires suppose que le Maroc réalise d'importantes réformes structurelles destinées à relever fortement la compétitivité globale de son économie:

1. Elaborer un Plan national d'émergence globale à l'horizon 2025, fixant le cap et harmonisant les nombreuses stratégies sectorielles existantes (évoquées plus haut), en en faisant le seul document de référence pour le nouveau modèle de développement du Maroc ;
2. Améliorer la qualité de la gestion des politiques publiques, dans toutes leurs étapes (de la conception, au suivi-évaluation, en passant par leur mise en œuvre), en veillant à assurer la bonne coordination intersectorielle et la complémentarité des plans et programmes sectoriels ;
3. Renforcer profondément la qualité du système éducatif et celle de la main d'œuvre, en mettant en œuvre notamment les mesures identifiées dans le projet de loi-cadre relatif au système de l'éducation, tout en promouvant la formation continue et le développement de la productivité au sein des unités économiques ;
4. Développer les capacités d'innovation technologique, en mettant en place un cadre réglementaire et des incitations adaptés, y compris concernant le transfert technologique (en s'inspirant par exemple des pays asiatiques comme la Malaisie);
5. Repenser la politique de développement industriel, en faisant le choix clair de la

promotion des produits à haut contenu technologique pour l'accueil des investissements directs étrangers au Maroc, tout en accélérant la mise à niveau des PME orientés vers l'import-substitution et le marché local et africain;

6. Mieux intégrer le Maroc dans son environnement régional africain, en développant les liaisons routières, ferroviaires et maritimes avec les pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest africains, en concluant des accords commerciaux et d'investissement avec les différentes communautés économiques régionales africaines (notamment la CEDEAO et la CEEAC), dans le contexte plus global de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECA), et en mettant en place des incitations fortes destinées à favoriser et à accompagner le déploiement des entreprises agricoles, industrielles et de services marocaines sur le continent africain.

Diagnostic Stratégique de l'émergence économique du Maroc

INTRODUCTION

Le préalable et la première démarche d'une bonne évaluation de la marche du Maroc vers l'émergence consistent à bien clarifier ce concept. C'est le seul moyen d'apprécier convenablement, à terme, si le Maroc a atteint ou non l'objectif ainsi désiré.

Selon le dictionnaire Le Robert, « émerger » se dit d'un phénomène « qui s'impose à l'attention par sa valeur ». Subséquemment, on peut considérer qu'un pays, anciennement pauvre, émerge lorsqu'il suscite l'intérêt et se démarque de la masse des nations sous-développées et situées en marge des échanges mondiaux de biens, de services et d'idées.

Mais, à partir de quel moment, dans son cheminement vers le progrès économique, peut-on considérer qu'un pays est réellement devenu émergent ? Cette question est d'autant plus pertinente, qu'aujourd'hui, plusieurs pays, sur tous les continents, prétendent avoir atteint le stade de l'émergence ou sont en voie de l'être. Et, il est d'autant plus difficile de les départager, qu'il n'existe, à ce jour, aucune définition consensuelle de la notion d'émergence.

Bien cerné, le concept d'émergence viendrait, ainsi, apporter une grande contribution à la théorie du développement. Car, jusqu'ici, le seul but fixé aux nations pauvres est de chercher à converger avec les pays riches. Or, la convergence est un chantier de longue portée (des dizaines, voire des centaines d'années), comme en atteste l'histoire économique contemporaine. Et, ne retenir comme cible que cet horizon lointain conduirait à inclure, pour longtemps, dans le même ensemble de pays en développement, des nations aux trajectoires et aux perspectives fort diverses.

Le présent document s'appuie sur l'approche retenue dans l'ouvrage « l'émergence économique des nations : définition et mesure » de Moubarack Lo (2017)¹ et qui est résumée ci-après.

La première partie esquisse une définition du concept d'émergence, puis présente une méthode de mesure de l'émergence économique des nations, à travers la conception d'un indice synthétique. La deuxième partie analyse les performances du Maroc concernant l'émergence économique, et dresse les perspectives envisageables pour le futur ainsi que des recommandations.

1. Moubarack Lo (2017), « L'émergence économique des nations : définition et mesure », Editions Harmattan, mars 2017. Sidiki Guindio, statisticien-économiste a servi comme assistant de recherche pour la conception de l'indice synthétique.

I. LE CONCEPT D'ÉMERGENCE : DÉFINITION ET MESURE

1.1. CE QUE L'ÉMERGENCE VEUT DIRE

1. L'émergence économique constitue une transition décisive vers la convergence avec les pays développés, dans le contexte de la mondialisation

La notion d'émergence, telle qu'utilisée dans la littérature économique courante, représente une variante, adaptée à la mondialisation en cours, du thème de « décollage » proposé par Rostow. Elle constitue une transition et une étape intermédiaire entre la divergence (le maintien dans la trappe de la pauvreté) et la convergence avec les pays développés. Elle marque un réel point tournant, faisant passer un pays pauvre d'un équilibre de faible croissance à un meilleur équilibre de croissance forte, durable et diversifiée.

Subséquemment, on peut considérer qu'un pays, anciennement pauvre, émerge lorsqu'il suscite l'intérêt et se démarque de la masse des nations sous-développées et situées en marge des échanges mondiaux de biens, de services, de capitaux et d'idées.

2. L'émergence économique, un processus et un résultat

L'émergence est un processus lorsqu'elle décrit la dynamique enclenchée par un pays sous-développé (qu'on peut appeler un pays immergé, pour schématiser) pour s'extirper de la trappe qui le maintient dans la pauvreté et évoluer vers le haut, pour sortir la tête de l'eau et se donner les moyens de se développer. Dans ce cas-ci, on peut parler de pays émergent, pour souligner le fait qu'il s'agit d'un changement en cours de mise en œuvre. Il s'agit d'un processus vertical qui requiert la mobilisation d'une grande force motrice pour briser les handicaps qui empêchaient, jusqu'ici, le pays de se développer. C'est, pourquoi, on peut le représenter par une fusée qui évolue vers le haut (voir le graphique 1 ci-dessous).

L'émergence économique peut, également, représenter un résultat atteint par un pays, dans sa marche vers le développement intégral. Ayant fourni, dans le passé récent, de nombreux efforts, pour se mettre aux normes de compétitivité globale, le pays, anciennement pauvre, réussit à sortir la tête de l'eau. Il devient un pays émergé. Il peut, dès lors, dans le cadre d'un processus horizontal, évoluer sereinement vers les rivages du développement et converger avec les pays les plus avancés.

Devenu émergé, le pays peut viser sereinement la convergence avec les pays développés (processus horizontal, représenté sous forme de course automobile et de rattrapage), comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous.

Ainsi, l'émergence donne des ressorts pour accélérer la marche vers la convergence et le développement intégral.

Graphique 1 : Pauvreté, émergence, convergence (auteur : Moubarack Lo)



Moubarack LO, Emergence

N.B : Convergence s'entend dans le schéma comme la convergence avec les pays développés.

Dans la littérature, les deux termes de pays émergeant et de pays émergé sont confondus. Or, il est important de les distinguer car, dans son processus d'émergence, le pays, anciennement pauvre, doit d'abord chercher à converger avec le niveau atteint par les pays émergés². Il ne doit pas viser à converger avec un pays particulier, mais avec le niveau de référence atteint par le groupe de pays émergés à un instant donné. Ceci parce que le pays, éventuellement ciblé, évolue lui aussi et lorsque le pays anciennement pauvre atteint finalement le niveau de référence des pays émergés, peut-être que le pays ciblé aura déjà largement dépassé le niveau de pays émergé et effectué de grands pas vers le développement intégral (en devenant pré-développé). Le processus en jeu est, donc, une convergence vers un niveau de développement donné (celui de l'émergence), et non une convergence absolue avec des pays de référence.

Pour émerger, un pays pauvre doit ainsi s'aligner sur les meilleures pratiques des pays ayant atteint le niveau de l'émergence (les pays émergés). De ce fait, c'est comme s'il mettait les pendules à l'heure et se donnait les mêmes conditions initiales que les pays émergés.

Le pays pauvre qui démarre un chantier d'émergence doit, donc, à travers des réformes profondes, engager un processus de transformation structurelle et viser à s'aligner sur les facteurs de base des pays émergés (transition démographique, scolarisation, capacité de générer une épargne publique, adaptation du tissu productif à la demande, régionale et mondiale, infrastructures, etc.). La convergence conditionnelle à la Barro (voir encadré 1 ci-dessous) peut, alors, s'enclencher, pour le pays pauvre, de manière inexorable, vers le niveau de l'émergence lui permettant d'obtenir, au bout du processus, les traits qui caractérisent les pays émergés.

2. Ce niveau de référence peut être estimé à travers des méthodes statistiques, sur la base d'hypothèses.

Encadré 1 : Convergence absolue et convergence conditionnelle

Certains économistes (dont Solow³) ont estimé que, même si elle doit prendre du temps, la convergence des revenus par tête entre pays riches et pays pauvres finira tôt ou tard par se réaliser ; ces derniers ayant tendance à croître plus vite (hypothèse de la convergence absolue). On évoluerait, donc, nonobstant les caractéristiques propres de chaque économie, vers la convergence des revenus par habitant vers un état stationnaire déterminé par le taux d'investissement. Les faits empiriques ont contredit cette prédiction de convergence absolue des pays.

De fait, selon Barro (1996⁴), si les économies diffèrent en termes de propensions à épargner, de démographie, de capital humain, d'ouverture internationale, d'accès à la technologie ou de qualité des politiques publiques, la convergence ne se réalisera que sous certaines conditions. Si ces conditions sont remplies, le taux de croissance attendu est d'autant plus élevé que le niveau de départ du PIB par tête est faible par rapport à sa situation d'équilibre de long terme. À contrario, un pays pauvre peut ne pas converger (diverger) ou ne converger que très lentement avec un pays riche, si ses conditions de base sont moins favorables que celles du pays riche. C'est l'hypothèse de la convergence conditionnelle.

3. Traits et caractéristiques de l'émergence économique

Pour pouvoir amorcer une dynamique d'émergence, tout pays en développement doit désormais tenir compte, dans la définition et dans la mise en œuvre de sa stratégie économique, de la donnée que constitue la nouvelle⁵ mondialisation qui offre autant d'opportunités que de contraintes. Il doit chercher à exister sur la carte des réseaux mondiaux de production et d'échanges d'idées et de savoirs, de capitaux, de biens et de services, sous peine de perdre en productivité, en compétitivité globale et en dynamisme économique.

Le choix gagnant en matière stratégique peut, ainsi, se résumer au diptyque suivant : attraction des investissements – développement des exportations⁶ et des marchés.

En mettant en œuvre avec succès ce diptyque, le pays en développement augmente ses chances de cesser d'être un perdant de la mondialisation, s'intègre mieux dans l'économie globale et bénéficie d'une croissance économique potentielle forte⁷.

Un autre impératif de la mondialisation, c'est la transformation structurelle de l'économie, qui se manifeste notamment par « un transfert massif de ressources d'un secteur à un autre du fait de

3. Robert Solow, "A Contribution to the Theory of Economic Growth," Quarterly Journal of Economics, vol. 70, no. 1 (February 1956): 65-94.

4. Robert J. Barro, "Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study," NBER Working Paper No. 5698, August 1996: 70, <http://www.nber.org/papers/w5698.pdf>.

6. Maddison (2003) explique les performances obtenues par les pays riches au cours du millénaire passé par trois facteurs : (i) la conquête et la mise en valeur de terres fertiles ; (ii) le commerce international et les mouvements de capitaux ; (iii) les avancées technologiques et les innovations institutionnelles.

7. Jaffrelot C. (2008) : « L'enjeu mondial. Les pays émergents », Paris : Presses de Science Po, 2008 / Lafargue F. (2011) : « Des économies émergentes aux puissances émergentes », Questions internationales n°51 Ülgen F. (2013) : « Emergence économique et économies émergentes », Centre de recherche en économie de Grenoble, pp23-27 / Daziano L. (2013) : « La nouvelle vague des pays émergents : Bangladesh, Ethiopie, Nigéria, Indonésie, Vietnam, Mexique », Fondation pour l'innovation politique.

changements intervenus au niveau des fondamentaux et des politiques économiques. Concrètement, cela signifie un changement de la composition sectorielle du produit intérieur brut ; la part du secteur primaire en termes d'emploi et de production allant à l'industrie et à des services modernes. Cela suppose, également, une utilisation plus grande des technologies et une meilleure productivité dans tous les secteurs⁸. Cette transformation structurelle, promue par les économistes « structuralistes », favorise la hausse de la productivité des facteurs et contribue, donc, à la soutenabilité de la croissance (conformément au modèle néo-classique révisé de Solow).

Pour les pays désireux de recevoir une aide internationale, une contrainte supplémentaire s'ajoute : celle de satisfaire les conditionnalités (explicites ou implicites) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) qui mettent en avant le maintien d'un cadre macroéconomique sain, la levée des distorsions potentiellement créées par les politiques de protection et de subvention, ainsi que l'orientation de l'économie vers l'extérieur (« outward looking policy »).

Se fondant sur les critères ainsi passés en revue, on pourrait considérer comme pays émergés, « les pays en développement, moyennement riches, qui constituent des pôles d'attraction des investissements, qui diversifient et accélèrent, durablement et harmonieusement, leur croissance économique et qui s'intègrent avec succès dans l'économie mondiale, grâce à leurs capacités d'exportation ». Dans la littérature économique, c'est cette définition, fondée sur les faits, qui est implicitement utilisée, et seuls les pays dont les traits caractéristiques répondent à cette définition font l'objet d'études lorsque l'on parle des économies à marchés émergents.

4. L'émergence est multidimensionnelle

Le concept d'émergence dépasse la seule dimension économique pour couvrir plusieurs autres aspects. Dans son acception la plus large, le concept épouse parfaitement les différentes problématiques contenues dans les nouveaux Objectifs du Développement Durable (ODD) fixés par la Communauté des Nations pour l'horizon 2030. Il englobe, ainsi, des considérations liées à l'économie, au social, à l'environnement et à la gouvernance. Le concept d'émergence est également en phase avec les orientations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), articulé autour de sept domaines prioritaires (ou aspirations) : (i) croissance inclusive et développement durable ; (ii) intégration et unité ; (iii) bonne gouvernance, démocratie, droits de l'homme, justice et État de droit ; (iv) paix et sécurité ; (v) culture et valeurs communes ; (vi) développement humain et (vii) l'Afrique en tant qu'acteur et partenaire mondial.

Émergence économique et progrès social

L'homme devant être au début et à la fin du développement, pour paraphraser Léopold S. Senghor⁹, le concept d'émergence ne peut être uniquement appréhendé sous l'angle économique. En effet, l'émergence suppose l'amélioration de la qualité de vie des populations et la constitution, progressive, d'une large Classe moyenne qui bénéficie, non seulement d'un niveau de richesses et de consommation amélioré, mais également de facilités de crédit, d'opportunités d'éducation, de formation et d'emplois de qualité, de transformations sociodémographiques, d'une meilleure couverture sanitaire et d'un rallongement de l'espérance de vie, de possibilités d'accès à un logement décent et équipé et à

8. Lopes Carlos, « L'Afrique a besoin de transformations structurelles et non d'ajustements structurels », le blog du Guépard, CEA, 30 avril 2013

9. Léopold S. Senghor « Culture et développement », Revue Ethiopiques, Novembre 1976

des services d'infrastructures de base modernes (eau, assainissement, électricité, technologies de l'information, transports, information diffusée par les médias, marchés urbains et ruraux, accès aux services et documents administratifs, etc.). L'émergence doit, ainsi, être également sociale et elle doit viser, comme but ultime, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens (voir graphique 2 ci-dessous, arbre de la qualité de vie).

Par ailleurs, un consensus existe sur le fait que la croissance économique, même très forte, n'est pas une condition suffisante pour réduire la pauvreté. D'ailleurs, à court terme, on peut constater une augmentation de la pauvreté durant des périodes de croissance positive (Ravallion, 2001¹⁰). Tout pays doit, donc, rechercher une croissance favorable aux pauvres, c'est-à-dire qui leur permette de renforcer leurs capacités et de gagner des revenus plus élevés.

Inversement, l'émergence économique ne peut être durable que si certains prérequis sont satisfaits dans le domaine social. Il est désormais universellement admis que la qualité du capital humain (une population éduquée, bien nourrie et en bonne santé) est un des facteurs les plus déterminants de la croissance économique, surtout dans le nouvel environnement de la mondialisation où le savoir et le savoir-faire jouent un rôle central dans la hausse de la productivité des économies. Les calculs réalisés par la Banque mondiale et par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), comparant, d'une part, l'évolution respective du PIB par tête et du taux de pauvreté et, d'autre part, le PIB par tête et l'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH)¹¹ de différents pays pour une année donnée, montrent que la corrélation est souvent établie entre les variables de croissance économique et celles de pauvreté. En d'autres termes, un pays améliore ses indices sociaux au fur et à mesure qu'il s'enrichit. Mais, il ne s'agit point de causalité puisque le classement des pays en termes de pauvreté humaine ne suit pas rigoureusement celui établi à partir des niveaux de revenu par tête. La qualité de la politique de redistribution des fruits de la croissance compte aussi dans l'impact réel du dynamisme économique sur le niveau de vie des pauvres.

Emergence économique et durabilité environnementale

La préservation de l'environnement constitue un facteur-clé pour rendre la croissance économique soutenable à long terme. Toute stratégie d'émergence doit, donc, viser à bâtir une économie verte, c'est-à-dire des investissements publics et privés qui ciblent une réduction des émissions de carbone et de la pollution, une amélioration de l'efficacité énergétique et de la gestion des ressources naturelles, et une réduction de la perte de la biodiversité (Programme des Nations unies pour l'Environnement)¹².

Émergence économique et qualité des institutions et de la gouvernance

Le rôle des institutions est bien mis en évidence par les économistes dits « institutionnalistes », comme Douglas North (1990)¹³ qui postulent que la croissance n'est soutenable qu'en présence d'institutions de qualité dans le pays considéré. A cet effet, Kaufmann et al. (2005)¹⁴ a élaboré un indicateur synthétique de la bonne gouvernance (mesurant la qualité des institutions) et incluant les

10. Ravallion M. (2001), « Pro-Poor Growth, a Primer », World Bank Development Research Group Paper, 2001

11. L'IPH, calculé par le PNUD, est un indice composite qui mesure les dépravations dans trois dimensions : une vie longue et en bonne santé, la connaissance, et un niveau de vie décent.

12. <http://www.unep.org/french/greeneconomy/%C3%80proposdelIEV/tabid/78152/Default.aspx>

13. North, D. (1990), « Institutions, Institutional change and economic performance », Cambridge University Press

14. Kaufmann et al. (2005), "Governance matters, Governance Indicators for 1996-2004". World Bank Policy Research Working Paper 3630. June 2005

droits humains et démocratiques, la stabilité politique et l'absence de violence politique, l'efficacité du gouvernement, la simplicité et la rapidité des procédures administratives, le respect des règles de droit et la lutte contre la corruption. Testant cet indicateur, FMI (2005)¹⁵ a trouvé qu'il existe une forte corrélation entre la bonne gouvernance et le niveau du revenu national par tête. En particulier, l'Afrique subsaharienne aurait multiplié son PIB par tête de deux fois et demie si ses institutions étaient établies au niveau de la qualité moyenne des institutions dans le monde. FMI (2005) a également découvert que les institutions exercent un impact significatif sur la croissance économique future, en ce qu'elles favorisent la durabilité des bonnes pratiques en matière de politique économique. En outre, des institutions de qualité permettent de réduire la volatilité de la croissance et facilitent, donc, la réalisation des objectifs économiques et sociaux du pays considéré.

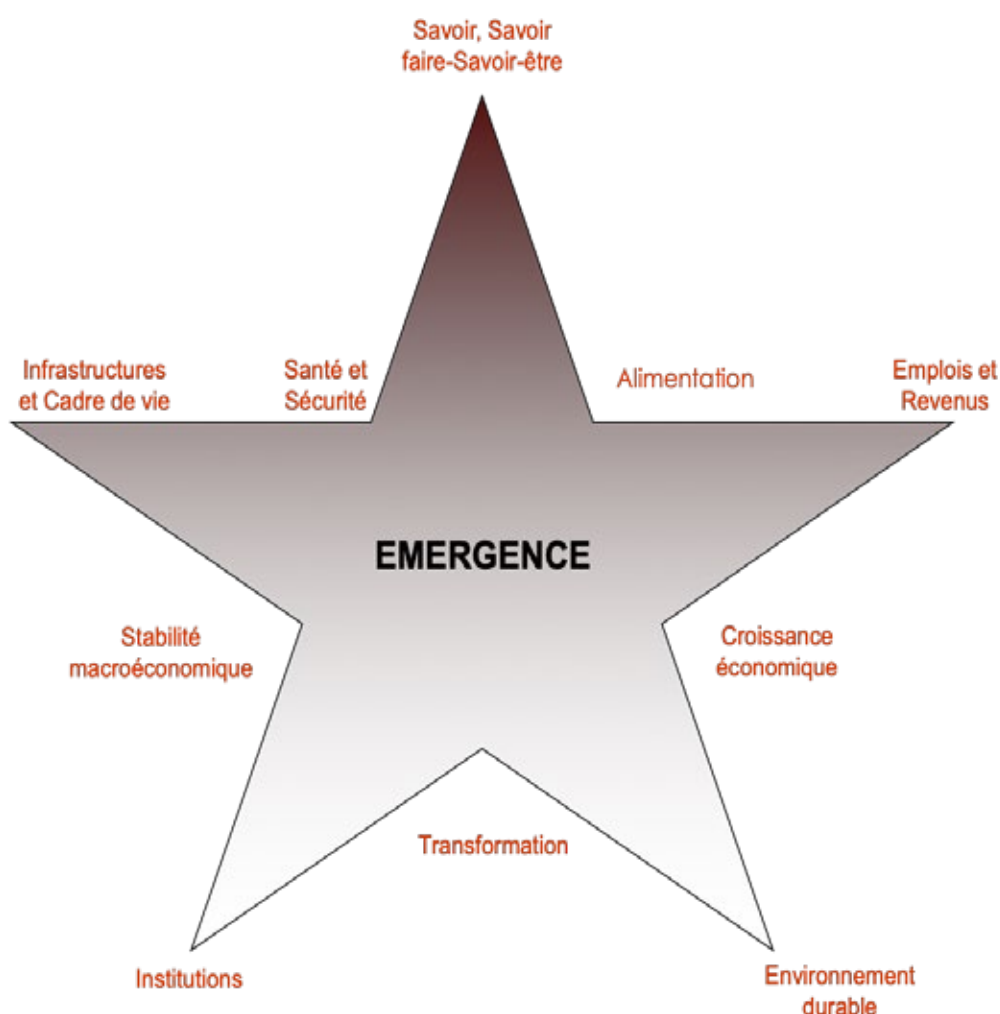
Graphique 2 : Arbre de la qualité de vie (auteur : Moubarack Lo)



15. FMI (2005), "World Economic Outlook: Building Institutions", Washington, DC: IMF, September 2005: 125.

Au total, l'émergence se manifeste notamment par la transformation structurelle et par l'amélioration des performances des facteurs de production, dans un cadre macroéconomique sain, par la densification et la modernisation du réseau d'infrastructures, par la préservation de la durabilité environnementale, par le développement du niveau et du cadre de vie, par la construction d'institutions fortes, par le renforcement des capacités des citoyens, par le changement des attitudes et des valeurs et par « un mouvement haussier de l'ensemble du système social » (Gunnar Myrdal : le drame asiatique (1968)¹⁶ (voir Graphique 3 ci-dessous).

Graphique 3 : Les composantes de l'émergence (Moubarack Lo)



5. Prérequis et fondements de l'émergence économique

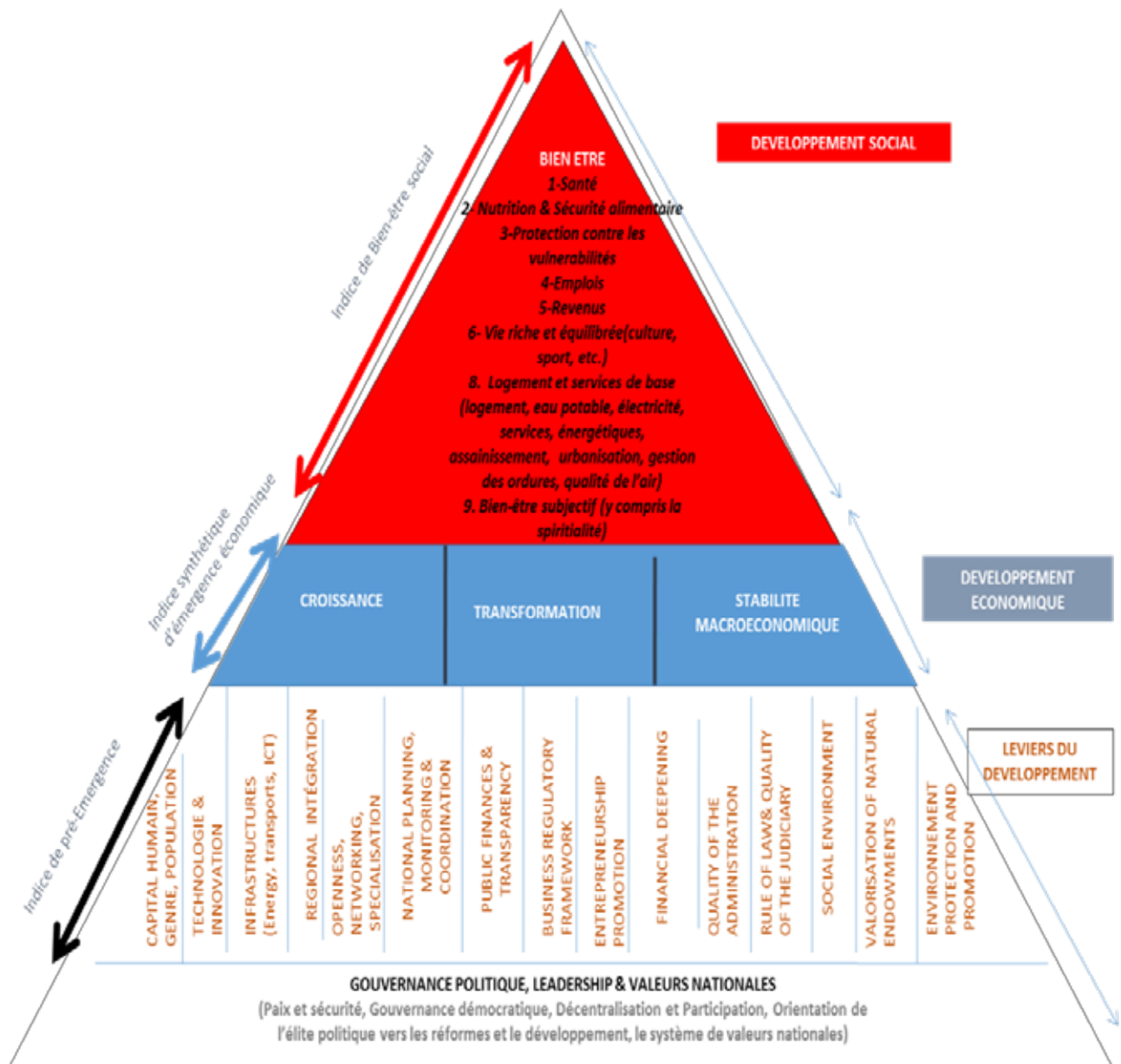
Atteindre le stade de l'émergence économique ne provient pas du hasard ou de la chance (pour paraphraser Rodrick (2004, a, b) qui parlait de la croissance durable)¹⁷. Pour émerger et donner à la croissance un caractère soutenable, un pays pauvre doit, en effet, mettre en place des politiques volontaristes pour convaincre les investisseurs de venir et de demeurer chez lui, et chercher à s'insérer dans l'économie mondiale. Les réformes attachées à cette exigence constituent les prérequis, les

16. Gunnar Myrdal (1968): Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations, Volume 3, New York, Twentieth Century Fund, 1968

17. Rodrick, D. 2004 a. "Growth strategies", August 2004. Harvard University / Rodrick, D. 2004 b. "Rethinking Growth Policies in the Developing World," Luca d'Agliano Lecture in Development Economics, Torino, October 2004: 6.

fondements ou les leviers de l'émergence. Le graphique 4 ci-dessous représente les liens entre les prérequis (leviers) et les caractéristiques de l'émergence économique

Graphique 4 : Pyramide de l'émergence (Moubarack Lo)



Source : Moubarack Lo (2017)

Dans l'idéal, le pays doit chercher à atteindre un niveau de compétitivité et d'attractivité le plus élevé possible, en mettant en place un environnement de classe internationale.

Plusieurs de ces éléments ont été listés dans ce que l'on a convenu d'appeler « Consensus de Washington » (version initiale puis révisée) qui a longtemps guidé et qui continue encore de guider fortement le dialogue entre les institutions de Bretton Woods et les autorités des pays

en développement. Mais, comme le note Rodrick (2004 a, 2004 b)¹⁸, le pays pauvre qui satisfait l'ensemble des prescriptions du Consensus de Washington devient de facto un pays développé.

Ainsi, plutôt que de chercher à tout corriger à la fois, le pays en développement doit s'inspirer des nations récemment devenues émergées, et identifier, à travers un diagnostic stratégique de son émergence (du type de celui promu par Rodrick), les obstacles les plus sérieux qui freinent sa compétitivité internationale et engager les réformes prioritaires ayant le plus d'impact sur la croissance. Par exemple, pour l'Inde, en 1980, la principale contrainte résidait dans ce que l'État était perçu comme un acteur hostile au secteur privé ; pour la Chine, en 1978, la contrainte était l'absence d'incitations orientées vers le marché. Une fois la dynamique de croissance enclenchée, les réformes pourront être accélérées et leurs coûts distribués sur la durée, suivant les recommandations de Rodrick.

Les axes prioritaires de réformes ayant été identifiés, le pays doit veiller à engager des blocs de réformes cohérents et complémentaires (de Macedo et Martins (2006)¹⁹). Selon ces auteurs, lorsque plusieurs éléments de réformes sont interdépendants, changer certains, sans changer les autres, réduit fortement les chances de succès des réformes (principe de super-modularité). La cohérence peut se faire par le haut (lorsque l'équilibre est recherché avec des réformes ambitieuses dans chaque composante du bloc) ou par le bas (lorsque les réformes engagées sont partout mineures).

Les chantiers de réforme doivent également être gérés en accordant une attention à la séquence des blocs de réforme, à l'horizon temporel de leur entrée en vigueur et de mise en œuvre, ainsi qu'aux indispensables mesures d'accompagnement et à la distribution équitable des fruits obtenus.

Tout ceci suppose un leadership de qualité et une culture nationale en phase avec les exigences de l'émergence.

Le graphique 5, ci-après, illustre la dynamique globale du processus d'émergence. La disponibilité d'institutions de qualité dans le pays est à la base de toute émergence réussie. Cela veut dire une culture nationale orientée vers le développement, une société en paix avec elle-même et avec l'extérieur, un leadership politique déterminé et visionnaire, ainsi qu'une administration performante. Tout ceci favorise la gestion efficace des blocs de réforme qui permettront d'aménager un environnement global des affaires de classe internationale qui conditionne le développement des facteurs essentiels d'émergence économique que sont les investissements, les exportations et la transformation structurelle. L'étape suivante consiste à assurer un partage équitable des fruits de l'émergence économique, afin de promouvoir le bien-être social au sein de la nation.

En vérité, il s'agit d'un processus bi-univoque, c'est-à-dire qu'il fonctionne dans les deux sens. Le partage équitable des fruits de la richesse nationale renforce la durabilité des progrès vers l'émergence économique ; la qualité du capital humain national qu'il engendre (à travers les opportunités d'éducation, de santé, de nutrition et d'accès à un cadre de vie décent), contribuant à mieux raffermir les bases de la productivité et de la croissance économique diversifiée sur le moyen terme. En outre, le succès entretient le succès. Plus le pays s'approche de l'émergence, plus il acquiert des acquis institutionnels

18. Op cit

19. De Macedo J. B. et Martins J. O. (2006), « Growth, Reform Indicators and Policy Complementaries », NBER Working Paper No. 12544, september 2006

qui lui permettent d'assurer une amélioration continue de son cadre général des affaires et de mieux gérer les blocs de réformes liés à la compétitivité globale durable (y compris la gestion rationnelle du patrimoine naturel national et la préservation des équilibres écologiques). Tout ceci renforce, in fine, la qualité de l'administration, promeut la paix sociale et une culture de développement continu, au niveau personnel et collectif, ainsi qu'une plus grande exigence des citoyens pour une gouvernance de qualité.

Au total, c'est la capacité du pays à mettre en place, sur la durée, un ensemble articulé de politiques institutionnelles, économiques, sociales, culturelles et environnementales de qualité, qui détermine la réussite de l'ambition nationale d'émergence. Ainsi, le pilotage des chantiers de l'émergence doit embrasser la totalité des secteurs du développement national et non pas se limiter à quelques programmes phares à résultats rapides.

Il s'en déduit que le Plan d'émergence de tout pays doit se confondre avec son Plan national de développement dont les choix stratégiques devront être mis en phase avec les prérequis et les caractéristiques de l'émergence.

Graphique 5 : La dynamique de l'émergence

LA DYNAMIQUE DE L'EMERGENCE



Auteur : Moubarack Lo

1.2. LA MESURE DE L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE DES NATIONS

1. Les dimensions et les variables retenues

Se fondant sur l'analyse précédente, il est possible de regrouper l'émergence économique en quelques aspects : une richesse nationale inclusive, un fort dynamisme économique dans un cadre de stabilité macroéconomique du pays, une bonne structure transformationnelle de l'activité économique et une insertion dans les chaînes de valeurs mondiales à travers la diversification des échanges extérieurs. Chaque aspect peut être mesuré par un ensemble de variables économiques.

Pour émerger, un pays doit créer de la richesse et s'assurer qu'elle est inclusive (dimension richesse inclusive), accélérer durablement sa croissance économique, tout en maintenant un cadre macroéconomique sain (dimension dynamisme et cadre macroéconomique sain), diversifier et améliorer sans cesse sa structure de production (dimension transformation structurelle) et devenir bien intégré dans les marchés internationaux (dimension insertion dans l'économie mondiale).

La richesse est mesurée par le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat (qui quantifie la richesse du pays). À cette variable, nous pouvons ajouter l'espérance de vie à la naissance qui est très bon proxy du bien-être au sein des différentes couches de la société.

Le dynamisme économique et le cadre macroéconomique sain sont mesurés par la croissance du PIB par tête (c'est la quantification de l'évolution réelle de cette richesse), le caractère soutenu de la croissance du PIB par tête (cette variable mesure la stabilité de l'évolution de la richesse, un pays engagé dans la bonne trajectoire de l'émergence évoluant sans cesse à un rythme relativement élevé et constant), le taux d'investissement et d'épargne qui doivent être élevés, le solde budgétaire (stabilité interne), la balance courante (stabilité externe) et le niveau d'inflation qui doivent être maîtrisés dans une économie qui aspire à l'émergence.

La structure de transformation du pays est mesurée par les rendements des céréales ainsi que par la composition sectorielle de la valeur ajoutée (valeurs ajoutées industrielles et manufacturières). A ces variables, nous ajoutons les variations des valeurs ajoutées industrielles et manufacturières sur cinq ans pour tenir compte de la dynamique dans la transformation économique dans les économies.

L'insertion dans les chaînes de valeurs mondiales est mesurée par le poids des exportations manufacturières du pays et des exportations à contenu technologique dans le total de ses exportations, ainsi que par le poids des investissements directs étrangers (IDE) dans le PIB du pays. Il est important, également, que les exportations du pays soient suffisamment diversifiées pour permettre au pays d'être compétitif. Cet aspect est mesuré par le niveau de concentration des exportations. Tout ceci permet de mesurer la qualité de l'insertion du pays dans les réseaux mondiaux d'échanges. Enfin, nous avons ajouté des variables représentant le poids des exportations du pays et des investissements directs étrangers (IDE), recueillis dans les totaux des pays de l'échantillon étudié. Cela permet d'estimer l'importance relative du pays dans le concert des nations dites en développement.

Le tableau 1, ci-dessous, fournit la liste des dimensions et des variables ainsi que les sources de données.

Tableau 1 : liste des variables pour l'élaboration de l'ISEME

Nom	Libellé	Source
	VARIABLES DE RICHESSE INCLUSIVE	
PIB	PIB par habitant, (PPP constants US\$ 2011)	WDI_BM*
EsperVie	Espérance de vie à la naissance	WDI_BM
	VARIABLES DE DYNAMISME ET DE CADRE MACROECONOMIQUE SAIN	
CROISSPIB	Croissance moyenne du PIB par tête au cours des cinq dernières années	WDI_BM
VARIABILIT	Croissance soutenue du PIB par habitant. Ecart moyen de croissance au cours des cinq dernières années par rapport à la Chine et la Corée du Sud	WDI_BM
Inflation	Inflation (moyenne 5 ans)	WDI_BM
Solde budget	Solde budgétaire (sur année en cours)	WDI_BM
Ep_brute	Epargne brute en % du PIB	
Bcourant	Solde balance courante en % du PIB (moyenne 5 ans)	WDI_BM
FBCF	Formation Brute de capital fixe	WDI_BM
	VARIABLES DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE	
Rendcer	Rendement des céréales (kg par hectare)	WDI_BM
VA_M	Valeur ajoutée manufacturière (% du PIB)	WDI_BM
VA_Ind	Valeur ajoutée de l'industrie (% du PIB)	WDI_BM
	VARIABLES DE BONNE INSERTION DANS L'ECONOMIE MONDIALE	
Exportmanuf	Exports manufacturiers pays sur 5 ans /total exports pays sur 5 ans	WDI_BM
Exporttechno	Exports technologiques sur 5 ans/total exports pays sur 5 ans	WDI_BM
Concentrat	Indice concentration (moyenne cinq dernières années)	CUNUCED
Exportserv	Export services sur 5 ans/total exports pays sur 5 ans	WDI_BM
Ide1	IDE /PIB (moyenne 5 ans)	WDI_BM
EXPORT	Exports /PIB (moyenne 5 ans)	WDI_BM
EXPORT1	Exports 5 ans/total exports de l'échantillon sur 5 ans	WDI_BM
Ide2	Total IDE pays sur 5 ans/Total IDE échantillon sur 5 ans	WDI_BM

*WDI_BM : WORLD DEVELOPMENT INDICATORS DE LA BANQUE MONDIALE.

*CUNUCED : BASE CNUCED

2. Construction de l'Indice Synthétique d'Émergence Économique (ISEME)

L'Indicateur synthétique d'émergence économique (ISEME)²⁰ d'un pays est la combinaison des indicateurs construits sur chacune des quatre dimensions susmentionnées dont chacune regroupe un certain nombre de variables (voir tableau 1 ci-dessus).

Les lignes qui suivent décrivent la formule finale de l'ISEME avant de s'intéresser à la construction des sous-indicateurs liés à un thème quelconque de variables.

L'idée de la mesure du phénomène que nous étudions est la suivante : nous sommes à la recherche d'un facteur composite qui puisse mesurer un aspect multidimensionnel qu'est l'émergence économique du pays. Posé ainsi, le problème peut être résolu par l'utilisation des méthodes factorielles. Ces outils permettent de résumer l'information contenue de façon diffuse dans un ensemble de variables en un nombre restreint de facteurs. La construction de l'ISEME est, donc, basée sur les principes d'analyse factorielle.

Comme souligné dans les lignes précédentes, les variables sont à priori regroupées par dimension et l'ISEME d'un pays est la combinaison des sous-indicateurs provenant de chaque dimension. Dans ce sens, l'analyse factorielle multiple (AFM) est l'une des méthodes les plus adéquates pour résoudre le problème.

Dans le cas présent, l'indice que nous construisons est constitué de 4 dimensions. Il a donc été construit un indicateur par dimension. C'est la combinaison de ces quatre (4) indicateurs qui donne l'ISEME.

Pour un pays i , notons $I_k(i)$ la valeur du sous-indicateur de la dimension k (la méthode de calcul de I_k sera précisée par la suite), la formule de l'ISEME du pays i s'écrit :

$$\text{ISEME}(i) = \left[\frac{1}{\sum_{k=1}^m \lambda_k} \sum_{k=1}^m \lambda_k I_k^\alpha(i) \right]^{\frac{1}{\alpha}}$$

Où m est le nombre de dimensions (ici m est égal à 4).

α qui est un nombre réel non nul est choisi par simulation. Cette simulation consiste à retrouver une valeur de α tel que l'ISEME soit relativement robuste par rapport à une petite variation de α . Notons, aussi, que α permet de mesurer un degré de substituabilité des différentes composantes de l'ISEME.

λ_k est le poids de la dimension k de l'émergence. Ce poids est déterminé par l'analyse factorielle, éventuellement complétée par un avis d'expert. Conformément à la théorie de l'AFM, λ_k peut être estimé à partir des premières valeurs propres partielles provenant de l'ACP de la dimension k . La formule de calcul des λ_k pose un problème de dimensionnalité des composantes ; c'est pour cela que cette formule ne sera précisée que dans les résultats empiriques.

20. Sidiki Guindio, statisticien-économiste, a servi comme assistant principal de recherche pour la conception de l'indice synthétique et dans les calculs initiaux de l'ISEME. Ruben Djogbenou, statisticien-économiste, a effectué la mise à jour des données et des calculs de l'ISEME, sous la direction de l'auteur. Boubacar Sané a aidé dans la recherche documentaire.

Le choix de la forme fonctionnelle de l'ISEME peut se justifier par les bonnes propriétés qu'elle lui confère à savoir :

- L'ISEME est strictement croissant par rapport à chacune de ses composantes (lorsqu'un pays améliore une de ses dimensions de l'émergence, alors son niveau final d'émergence augmente). L'indice a donc une puissance hiérarchique entière.
- L'ISEME est convexe par rapport à chacune des composantes. Ce qui signifie que l'ISEME augmente d'autant plus vite que la situation de l'une de ses dimensions s'améliore.
- La variation d'une composante peut, plus ou moins, compenser celle d'une autre composante dans la mesure finale de l'ISEME. En fait, les sous-indices sont construits de manière à avoir des dispersions et des niveaux comparables. Ainsi, les critiques de Minvielle et Bry relatifs à l'IPH ne sont plus d'actualité.
- L'ISEME n'est pas phagocyté par la variation de l'une de ses composantes. L'élasticité de l'indicateur par rapport à une composante est égale à la part relative de cette composante dans la somme des composantes. Or, les composantes sont comparables en niveau et en variation. Donc, l'importance de la variation de l'ISEME du fait de la variation d'une seule de ses composantes respecte certaines contraintes, telle que l'équité à priori entre composantes.
- On note que lorsque a est positif (et plus il est élevé), l'élasticité de l'indice par rapport à l'une de ses composantes est d'autant plus importante que cette composante a une valeur élevée par rapport aux autres. Un tel comportement sera souhaité, si l'on considère que l'émergence doit être dominée, y compris sur le plan des variations, par sa composante la plus forte. C'est-à-dire, pour a positif et élevé, on a tendance à conclure que le pays est émergé dès qu'une de ses dimensions d'émergence a une très grande valeur (optique d'aversion minimale pour le risque de déclarer un pays comme émergé alors qu'il ne l'est pas).
- Au contraire, lorsque a est négatif, et ce d'autant plus que sa valeur absolue est élevée, les variations de l'indice seront dominées par celles de son composant ayant la valeur la moins élevée (optique d'aversion maximale pour le risque de déclarer un pays comme émergé alors qu'il ne l'est pas).

Ces deux situations sont très atténuées dans notre cas, d'une part parce que les composantes de l'ISEME sont comparables en moyenne et en variance et, d'autre part, parce qu'elles ne varient que pour a très grand.

Le calcul de l'ISEME(i) nécessite la connaissance de $I_k(i)$. La méthode de calcul utilisée pour évaluer les $I_k(i)$ fait l'objet de la section suivante.

3. Calcul des sous-indices de L'ISEME

Pour construire les sous-indices de l'ISEME, nous avons utilisé l'analyse en composantes principales (ACP). Cette méthode correspond bien à la structure des données à notre disposition. Il s'agit de quantifier les différentes dimensions. Pour cela, la méthode suivante a été utilisée.

Pour une dimension donnée (par exemple la croissance de qualité), il convient d'effectuer l'ACP sur l'ensemble des variables de la dimension (les individus atypiques - s'il en existe - sont mis en supplémentaire). Ensuite, l'interprétation des axes nous guide quant à la construction du sous-indice. Selon les résultats de l'ACP, le sous-indice est basé sur un ou plusieurs axes. Dans ce dernier cas, sa construction passe, lui aussi, par la combinaison de plusieurs indices. Le nombre de ces indices qui

rentre dans la construction de l'indice de la dimension est la dimension empirique de la dimension. Ainsi, la dimension empirique d'une dimension est le nombre de groupes de variables corrélés à un axe donné de l'ACP. Pour un ensemble de variables corrélées à un axe j donné, l'aspect de l'émergence se référant à cet axe s'écrit :

$$\mathbf{I}_k(\mathbf{i}) = \sum_{i=1}^T \mathbf{C}_t^j \mathbf{V}_t^i$$

Où \mathbf{V}_t^i est la valeur de la variable t pour le pays i, \mathbf{C}_t^j est la coordonnée de la variable t sur l'axe j en question.

À tous les niveaux d'agrégation, il faut tenir compte du fait que le résultat de l'agrégation pourrait être phagocyté par une ou quelques variables. Par exemple, les variables \mathbf{V}_t doivent être ramenées à une situation comparable en termes de niveau et de variabilité. Pour cela, différentes normes peuvent être choisies.

La transformation de type rang

Il s'agit de remplacer chaque observation par son rang dans le classement par ordre croissant ou décroissant de la variable. Une telle transformation est robuste au choix de l'échelle de mesure mais présente l'inconvénient du besoin de tout recalculer lors de l'introduction d'une nouvelle donnée.

La transformation de type centrée réduite

La formule générale de ces transformations s'écrit :

$$\mathbf{V}_t^* \rightarrow \frac{\mathbf{V}_t - \mathbf{N}_t}{\mathbf{D}_t}$$

Où \mathbf{N}_t et \mathbf{D}_t sont respectivement un niveau et une dispersion de référence. En prenant $\mathbf{N}_t = \text{MinV}$ et $\mathbf{D}_t = \text{MaxV} - \text{MinV}$ (l'étendue de la variable), l'on retrouve la transformation souvent utilisée :

$$\mathbf{V}_t^* \rightarrow \frac{\mathbf{V}_t - \text{MinV}}{\text{MaxV} - \text{MinV}}$$

Cette dernière formule a l'inconvénient de nécessiter, souvent, de nouveaux calculs après l'introduction d'un nouvel individu. Pour éviter cela, on peut considérer MinV et MaxV comme des minimum et maximum théoriquement acceptables et non ceux calculés à partir de l'échantillon d'individus dont on dispose (c'est le cas du calcul de l'IDH).

On a enfin une troisième transformation

Cette dernière consiste à rapporter chaque variable à un niveau de référence (par exemple la moyenne, la médiane, ou un niveau théoriquement conçu).

$$\mathbf{V}_t^* \rightarrow \frac{\mathbf{V}_t}{\mathbf{D}_t}$$

Une telle transformation a l'avantage de laisser inchangée la variation relative (en %) de la composante et d'être adaptée à des transformations du type log.

Dans la présente étude, nous avons adopté la transformation couramment utilisée (que nous appelons transformation maxi-mini dans la suite du document) :

$$V_t^* \rightarrow \frac{V_t - \text{Min}V}{\text{Max}V - \text{Min}V}$$

Le minima et maxima seront choisis de manière théorique et en lien avec le fait qu'on calcule l'indicateur en 2005, 2010 et 2016.

Après avoir effectué l'ACP sur chaque bloc de variables, on note que les indices se calculent comme suit :

- *L'indice de richesse inclusive :*

$$I_1 = 0.5 * \text{pib_per_capita} + 0.5 * \text{espérance de vie à la naissance}$$

- *L'indice de dynamisme économique et de cadre macroéconomique sain :*

$$I_2 = (0.692 * I_{21}^{(1/3)} + 0.245 * I_{22}^{(1/3)} + 0.063 * I_{23}^{(1/3)})^3$$

Les coefficients de pondération sont les contributions des axes par rapport au premier plan. Le choix de cette fonction est justifié dans la partie théorique de la mise place de l'ISEME. Ainsi, l'indice de dynamisme économique et de cadre macroéconomique sain est une moyenne pondérée des deux sous-indices.

- *L'indice de transformation structurelle*

$$I_2 = (0.650 * I_{31}^{(1/2)} + 0.350 * I_{32}^{(1/2)})^2$$

- *L'indice de bonne insertion dans l'économie mondiale*

$$I_2 = (0.745 * I_{41}^{(1/2)} + 0.255 * I_{42}^{(1/2)})^2$$

Après le calcul de I_1 , I_2 , I_3 et I_4 , il ne reste plus qu'à calculer l'ISEME. C'est une combinaison des sous-indices que nous venons de calculer. La formule utilisée est celle précisée dans la partie méthodologique.

$$\text{ISEME}(i) = \left[\frac{1}{\sum_{k=1}^m \lambda_k} \sum_{k=1}^m \lambda_k I_k^\alpha(i) \right]^{\frac{1}{\alpha}}$$

Après simulation, nous choisissons $\alpha = 1/4$. L'ISEME est robuste pour cette valeur. La détermination des coefficients de pondération est basée sur des théories tirées de l'analyse factorielle. Nous avons considéré la contribution de chaque groupe dans la formation du premier axe de l'analyse factorielle multiple. Cependant, les groupes n'ayant pas forcément la même structure, il va falloir « déflater » cette contribution par la première ou les deux premières valeurs propres des ACP partielles. On a donc :

$$\lambda_1 = \frac{T_{G1}^1}{P_{G1}^1 + P_{G1}^2}; \quad \lambda_2 = \frac{T_{G2}^1}{P_{G2}^1}; \quad \lambda_3 = \frac{T_{G3}^1}{P_{G3}^1}$$

Où est la contribution du groupe i dans la formation de l'axe j de l'AFM et est la valeur propre de l'axe j de l'ACP effectuée sur le groupe i .

L'application de ces formules, complétée par un avis d'expert, permet d'estimer le poids de la richesse à 0,207, le poids du dynamisme économique dans un cadre macroéconomique sain à 0,147, le poids de la structure de transformation à 0,242 et le poids de l'insertion dans l'économie mondiale à 0,404.

D'où l'ISEME s'écrit :

$$\text{ISEME} = (0.207 * I_1^{(1/4)} + 0.147 * I_2^{(1/4)} + 0.242 * I_3^{(1/4)} + 0.404 * I_4^{(1/4)})^4$$

II. LES PERFORMANCES DU MAROC CONCERNANT L'ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE

2.1. VUE GÉNÉRALE

Le calcul de l'ISEME a été effectué en 2016 et 2017²¹, pour un échantillon de 104 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe, dont le niveau de revenu par tête était considéré comme faible en 1960. Ceci permet de mettre en évidence la trajectoire des pays sur une période relativement longue.

Il est possible de faire ressortir 7 groupes de pays, selon la valeur de leur ISEME.

Sur les 104 pays de l'échantillon, pour 2017 :

- 9 sont des pays pré-développés (avec un ISEME supérieur ou égal à 0,75). Il s'agit de la République Tchèque, la Chine, la Hongrie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Irlande, la Pologne, le Mexique et de la Roumanie. Ces pays bénéficient de systèmes de production technologiques se rapprochant de ceux en vigueur dans les pays développés ;

21. Une légère modification de la méthode de calcul de l'ISEME (par rapport aux anciennes versions publiées) nous a obligé de limiter la période d'étude à 2016-2017. Nous effectuerons plus tard le calcul de l'ISEME pour 2005 et 2010, permettant une analyse de son évolution sur longue période.

- 9 sont des pays émergés (avec ISEME supérieur ou égal à 0,65 et inférieur à 0,75), dont le-Chili, l'Indonésie, la Turquie, le Vietnam, les Philippines et le Brésil ;
- 24 sont des pays émergeants (avec un ISEME supérieur ou égal à 0,5 et inférieur à 0,65), dont l'Inde, la Bulgarie, la Colombie, l'Argentine, la Lituanie, Oman, la Croatie, le Qatar, l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Egypte et la Tunisie;
- 20 sont des pays pré-émergeants (avec un ISEME supérieur ou égal à 0,35 et inférieur à 0,5) ;
- 23 sont des pays potentiellement émergeants (avec un ISEME supérieur ou égal à 0,25 et inférieur à 0,35) ;
- 13 sont des pays aspirant à l'émergence (avec un ISEME supérieur ou égal à 0,15 et inférieur à 0,25);
- 6 pays sont faiblement développés (pays immergés, avec un ISEME inférieur à 0,15).

Le tableau 2, plus bas, présente les classements de tous les 104 pays de l'échantillon sur la période retenue. En 2017, la République tchèque est la première économie de l'échantillon, selon le classement ISEME, suivie de la Chine. L'Afrique du Sud, le Maroc, l'Egypte et la Tunisie sont les quatre premiers pays africains dans le classement. Ils sont comptés parmi les pays émergeants en 2017.

En 2017, le Maroc se classe, selon l'ISEME, au niveau mondial, au 32ème rang sur 104 pays et, au niveau africain, au 2ème rang continental, derrière l'Afrique du Sud et devant l'Egypte. Le Maroc était 35ème au classement mondial selon l'ISEME en 2016. L'évolution des différentes composantes de l'ISEME du Maroc est retracée dans le graphique 6 ci-dessous. En matière de richesse et de dynamisme économique, le Maroc a légèrement amélioré son score entre 2016 et 2017 (voir tableau 3). La transformation structurelle a également été meilleure. En terme de classement (voir tableau 4), le Maroc gagne 9 positions sur les dimensions Transformation et Bonne insertion dans l'économie mondiale entre 2016 et 2017 (sur le total des 104 pays de l'échantillon). Ces résultats s'expliquent par des avancées indéniables, aussi bien sur le plan économique que social.

Tableau 2 : Classements et valeurs de l'ISEME des pays pour 2016 et 2017

RANG 2017	PAYS	ISEME 2016	ISEME 2017	Statut Emergence
1	République tchèque	0,896	0,896	PRE DEVELOPPE
2	Chine	0,908	0,893	
3	Hongrie	0,855	0,870	
4	Thaïlande	0,858	0,854	
5	Malaisie	0,864	0,851	
6	Irlande	0,811	0,813	
7	Pologne	0,818	0,811	
8	Mexique	0,783	0,784	
9	Roumanie	0,786	0,760	

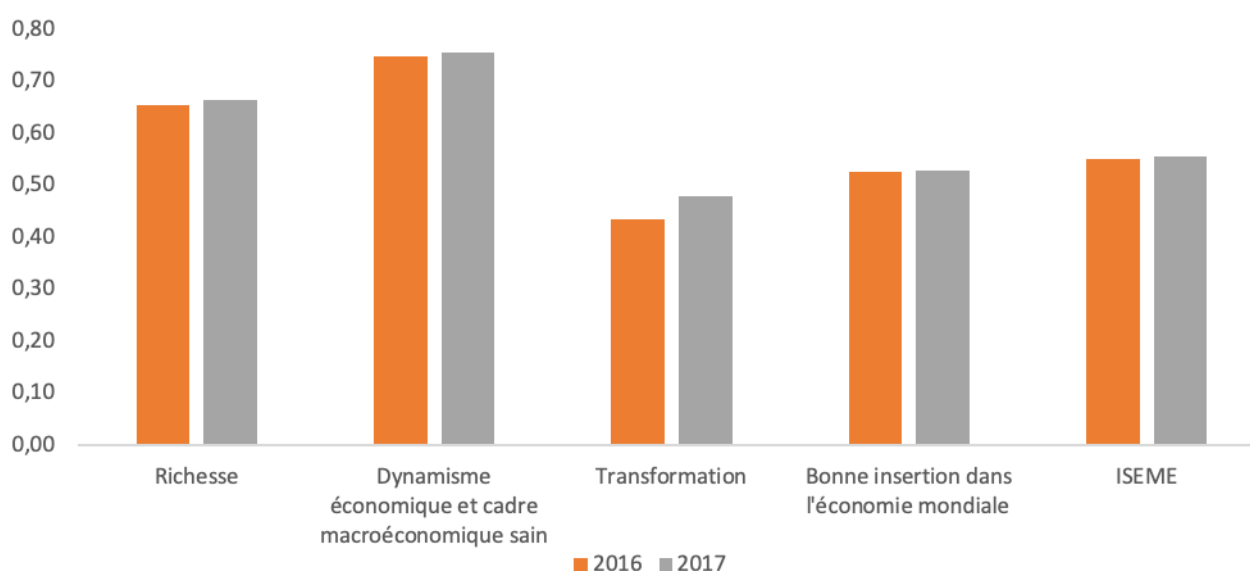
10	Chili	0,746	0,746	EMERGE
11	Indonésie	0,753	0,744	
12	Portugal	0,748	0,742	
13	Turquie	0,737	0,721	
14	Arabie Saoudite	0,721	0,713	
15	Vietnam	0,715	0,708	
16	Philippines	0,706	0,695	
17	Brésil	0,674	0,661	
18	Panama	0,653	0,652	
19	Pérou	0,656	0,642	
20	Colombie	0,637	0,642	
21	Bulgarie	0,647	0,639	
22	Argentine	0,637	0,630	
23	Lituanie	0,633	0,622	
24	Oman	0,626	0,620	
25	Inde	0,63	0,618	
26	Croatie	0,591	0,606	
27	Estonie	0,622	0,604	
28	Afrique du Sud	0,625	0,600	
29	Qatar	0,593	0,587	
30	Kazakhstan	0,574	0,573	
31	Costa Rica	0,571	0,568	
32	Maroc	0,551	0,556	
33	Koweït	0,562	0,555	
34	Egypte	0,554	0,554	
35	Biélorussie	0,557	0,548	
36	Grèce	0,545	0,543	
37	Iran	0,53	0,531	
38	Bangladesh	0,533	0,525	
39	Cambodge	0,528	0,523	
40	Tunisie	0,511	0,514	
41	Jordanie	0,503	0,507	
42	Sri Lanka	0,497	0,502	

43	Ukraine	0,494	0,495	PRE EMERGENT
44	Albanie	0,484	0,480	
45	Azerbaïdjan	0,472	0,473	
46	El Salvador	0,474	0,470	
47	Uruguay	0,454	0,462	
48	Trinidad et Tobago	0,463	0,458	
49	Guatemala	0,457	0,458	
50	Ile Maurice	0,473	0,457	
51	Equateur	0,435	0,434	
52	Géorgie	0,432	0,434	
53	Paraguay	0,427	0,422	
54	Botswana	0,415	0,419	
55	Gabon	0,413	0,416	
56	Algérie	0,416	0,412	
57	Venezuela	0,409	0,411	
58	Honduras	0,412	0,411	
59	Namibie	0,396	0,399	
60	Pakistan	0,396	0,390	
61	République du Congo	0,383	0,384	
62	Guinée Equatoriale	0,367	0,350	
63	Arménie	0,34	0,349	
64	Sénégal	0,339	0,341	
65	Bolivie	0,325	0,326	
66	Ghana	0,323	0,318	
67	Nigéria	0,316	0,308	
68	Madagascar	0,307	0,304	
69	Côte d'Ivoire	0,293	0,295	
70	Tanzanie	0,295	0,292	
71	Mozambique	0,3	0,289	
72	Libye	0,294	0,287	
73	Zambie	0,287	0,285	
74	Cameroun	0,285	0,281	
75	Jamaïque	0,282	0,280	
76	Ethiopie	0,282	0,279	
77	Népal	0,285	0,278	
78	Angola	0,265	0,267	
79	Syrie	0,269	0,266	
80	Guinée	0,271	0,263	
81	Togo	0,267	0,262	
82	Bénin	0,266	0,260	
83	Mongolie	0,259	0,259	
84	Kenya	0,26	0,258	
85	Mauritanie	0,257	0,253	POTENTIELLEMENT EMERGENT

86	Ouganda	0,25	0,248	ASPIRANT EMERGEANT
87	Rwanda	0,23	0,231	
88	Burkina Faso	0,228	0,227	
89	Djibouti	0,222	0,221	
90	Niger	0,213	0,214	
91	Mali	0,211	0,209	
92	Zimbabwe	0,207	0,207	
93	Cabo Verde	0,204	0,201	
94	Gambie	0,186	0,190	
95	Malawi	0,195	0,190	
96	Soudan	0,185	0,184	
97	Sierra Leone	0,164	0,160	
98	Yémen	0,153	0,159	
99	Burundi	0,15	0,145	
100	Libéria	0,145	0,143	
101	Tchad	0,137	0,136	
102	Guinée Bissau	0,126	0,126	
103	République centrafricaine	0,127	0,120	
104	Haïti	0,104	0,103	

Source : Calculs de l'auteur

Graphique 6 : Evolution des composantes de l'ISEME du Maroc entre 2016 et 2017



Source : Calculs de l'auteur

Tableau 3 : Evolution des scores de l'ISEME du Maroc par dimension

	Richesse	Dynamisme économique et cadre macroéconomique sain	Transformation	Bonne insertion dans l'économie mondiale	ISEME
2016	0,655	0,749	0,436	0,526	0,551
2017	0,666	0,755	0,478	0,528	0,556
Evolution 2016/2017	0,011	0,006	0,042	0,002	0,005

Source : Calculs de l'auteur

Tableau 4 : Evolution des rangs du Maroc pour l'ISEME, par dimension

	Richesse	Dynamisme économique et cadre macroéconomique sain	Transformation	Bonne insertion dans l'économie mondiale	ISEME
2016	52	20	60	36	35
2017	52	20	51	27	32
Evolution 2010/2017	0	0	9	9	3

Source : Calculs de l'auteur

2.2. ANALYSE PAR COMPOSANTE DE L'INDICE D'EMERGENCE ECONOMIQUE DU MAROC

1. Une légère amélioration de la richesse inclusive

Le Maroc a quelque peu amélioré ses scores pour le PIB par habitant et pour l'espérance de vie à la naissance, entre 2016 et 2017 (voir tableau 5).

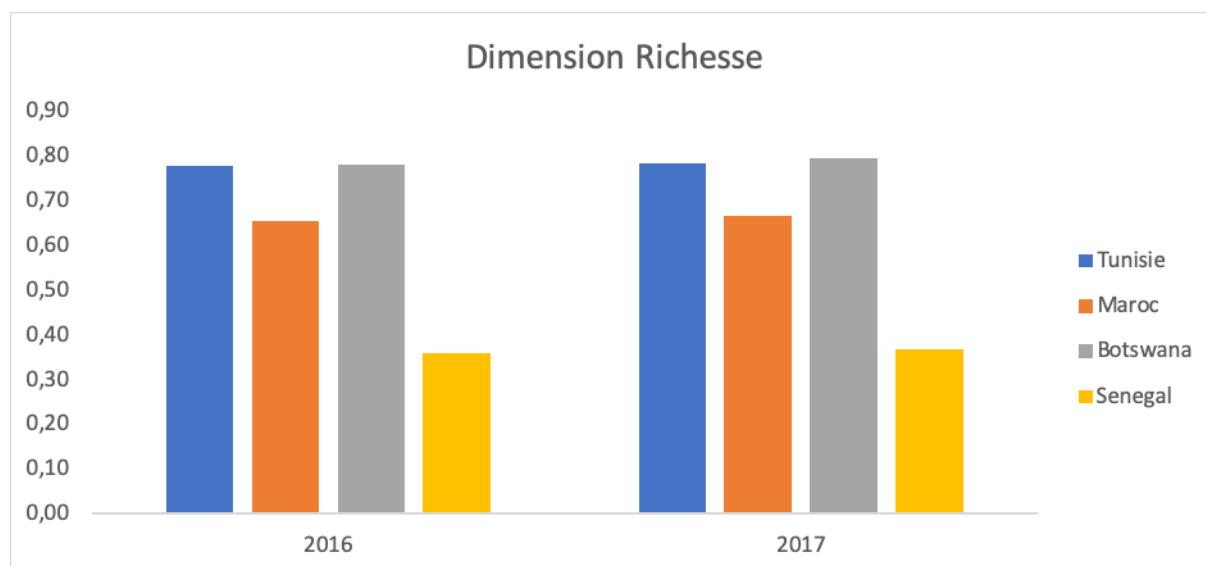
Tableau 5 : Evolution des scores des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension richesse inclusive

	PIB par habitant, (PPP constants US\$ 2011)	Espérance de vie à la naissance
2016	0,448	0,861
2017	0,463	0,869
Evolution 2016/2017	0,015	0,008

Source : Calculs de l'auteur

Cependant, pour cette dimension, le Maroc possède un score global très en retrait de celui de la Tunisie et du Botswana, du fait du revenu par habitant plus élevé dans ces deux pays (Voir graphique 7).

Graphique 7 : Evolution des scores de la Dimension Richesse inclusive du Maroc et de quelques pays comparateurs



Source : l'auteur

Concernant l'espérance de vie, le Maroc réalise la deuxième meilleure performance parmi les 45 pays africains de l'échantillon, en 2017, derrière l'Algérie, en faisant mieux que la Tunisie. Il se classe au 24ème rang mondial parmi les 104 pays de l'échantillon (voir tableau 6). Par ailleurs, un gain de 30 ans d'espérance de vie est constaté depuis 50 ans. Elle est passée de 47 ans, dans les années soixante, à 75 ans aujourd'hui. Globalement, depuis les années 80, le Maroc a effectué des investissements publics consistants dans le développement humain, notamment dans la santé, l'éducation et la nutrition. Ces investissements lui ont permis de réduire sensiblement le déficit en matière de développement humain, avec un IDH (Indice de Développement Humain) qui est passé de 0,351, en 1980, à 0,491, en 2000, et à 0,667, en 2017 (selon le PNUD). La politique sociale mise en place par l'Etat marocain, notamment l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), qui est un programme d'envergure nationale visant à lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion, y a contribué.

Tableau 6 : Evolution des rangs des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension richesse inclusive

	PIB par habitant, (PPP constants US\$ 2011)	Espérance de vie à la naissance
2016	57	24
2017	57	24
Evolution 2016/2017	0	0

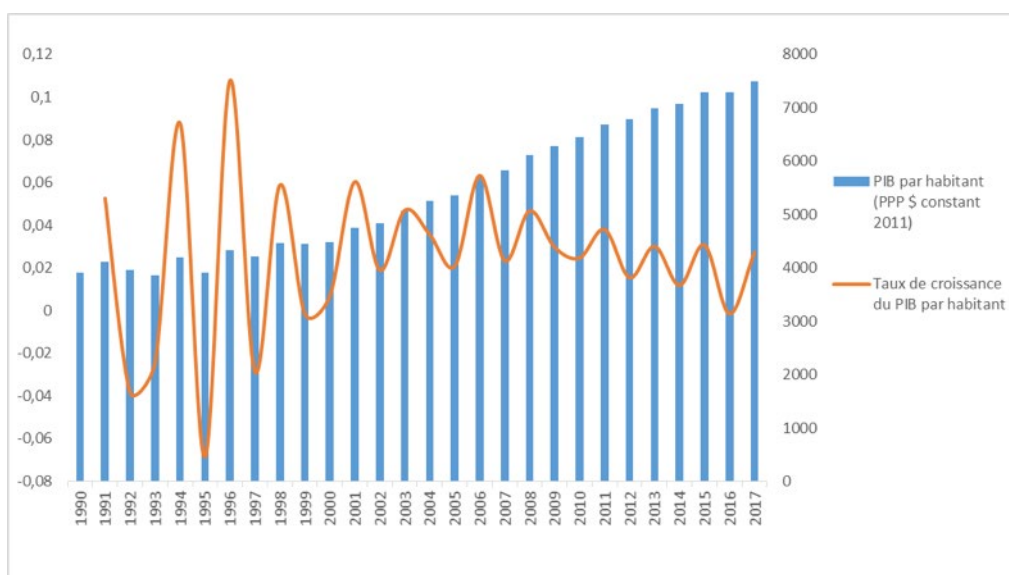
Source : Calculs de l'auteur

Par ailleurs, le Maroc est classé par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure²². Avec un PIB total de 119,49 milliards US\$ et un PIB par habitant de 7485,01 US\$ (US\$ PPP constants 2011) en 2017, le Maroc est la 5ème économie africaine et le 13ème pays le plus riche en revenus par habitant en Afrique (selon le PIB par habitant US\$ PPP constants 2011).

La richesse par habitant du Maroc s'est améliorée ces trois dernières décennies, avec une progression du PIB par habitant de 2% en moyenne sur la période 1990-2017, marquée également par de fortes fluctuations de celle-ci (voir graphique 8).

Globalement, le pouvoir d'achat d'un Marocain (mesuré par le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat) a presque doublé en trois décennies (voir graphique 9), ce qui est une performance remarquable. Toutefois, en 2017, le pouvoir d'achat d'un Marocain est deux fois inférieur à celui d'un Chinois et d'un Botswanais, moins de deux fois inférieur à celui d'un Indien et d'un Tunisien. De plus, la divergence avec la Tunisie et le Botswana est plus marquée en 2017 qu'en 1990 (voir graphique 9).

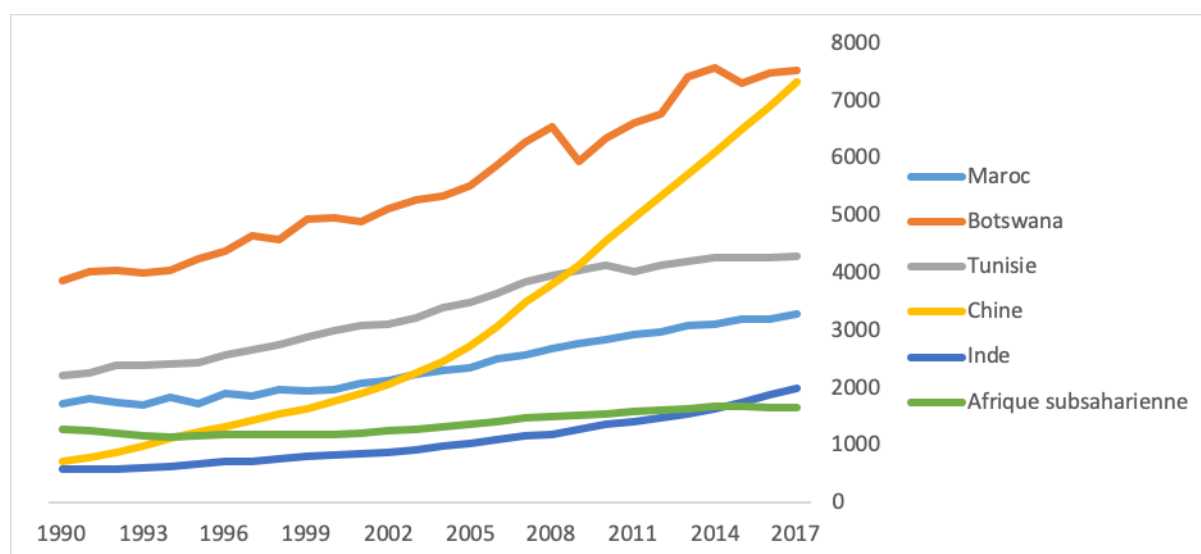
Graphique 8 : Richesse par habitant du Maroc entre 1990 et 2016 (US\$ PPP constants 2011)



Source : Banque mondiale

22 <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519>, consulté le 20/09/2018 à 12h33

Graphique 9 : PIB par habitant du Maroc et d'autres pays comparateurs entre 1960 et 2017 (USD constants 2010)



Source : Banque mondiale

En outre, la capacité du Maroc à créer de façon durable de la richesse et du bien-être ne peut être évaluée uniquement sous l'angle du Produit Intérieur Brut. En effet, le processus qui conduit à la formation du PIB induit très souvent la « destruction » du capital naturel, l'épuisement progressif des ressources ainsi que des changements continus de la position du pays vis-à-vis du reste du monde en termes d'actifs.

Pour comprendre la nature de la richesse nationale du Maroc dans son processus d'émergence, nous présentons dans le graphique 10 l'évolution de la richesse totale du Maroc (voir encadré 2 pour des éléments conceptuels).

Encadré 2 : La richesse totale d'une nation

Dans son rapport publié en 2006, intitulé «where is the wealth of Nations? Measuring capital for the 21st century », la Banque mondiale a développé une approche innovante visant à estimer la richesse de plus de 120 pays dans le monde.

En 2018, à l'occasion d'une nouvelle publication, The Changing Wealth of Nations (2018), l'approche d'estimation de la richesse des nations a été révisée.

L'exercice d'estimation de la richesse d'une nation se fonde sur les principales conclusions des travaux de la commission Stiglitz, Sen et Fitoussi (Stiglitz, Sen et Fitoussi 2009). Leur étude a relevé les lacunes du Produit Intérieur Brut à rendre compte du niveau de richesse et de bien-être dans un pays.

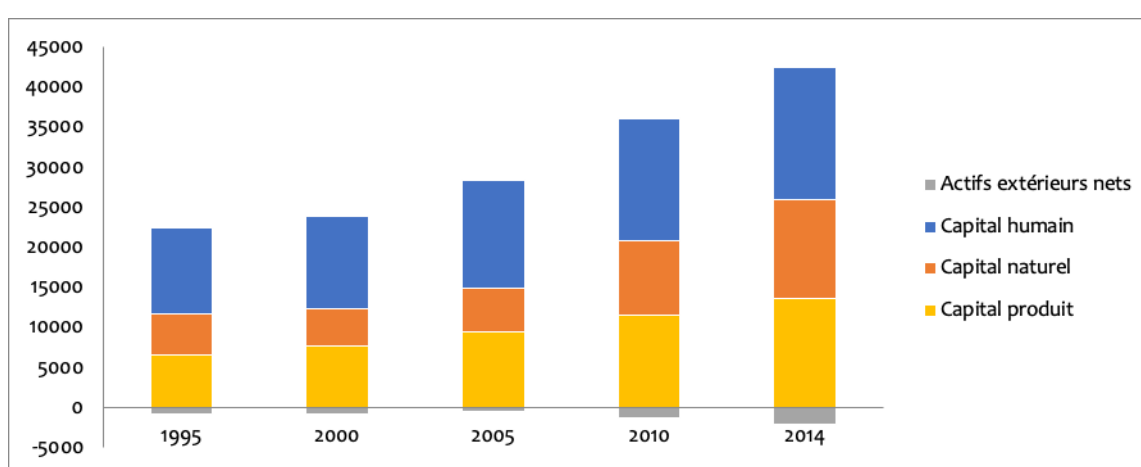
Partant, donc, des recommandations du rapport de la commission, la Banque mondiale estime que la richesse d'une nation consiste en un portefeuille diversifié d'actifs formant la base productive de l'économie. Ces actifs sont notamment :

- *Le capital naturel, y compris l'énergie (pétrole, gaz naturel et charbon), les minéraux, les terres (terres cultivées et pâturages), les aires protégées et forêts (bois et certains produits forestiers non ligneux) ;*
- *Le capital produit, y compris les machines, les structures, l'équipement et les terrains urbains ;*

- *Le capital humain, y compris les connaissances, les compétences et l'expérience incorporées dans la main-d'œuvre et,*
 - *Les Actifs nets à l'étranger, y compris les actions de portefeuille, les titres de créance, l'investissement direct étranger, et d'autres capitaux financiers détenus dans d'autres pays.*
- La richesse totale est calculée en additionnant chaque composante de la richesse :*
- $$\text{Richesse totale} = \text{capital naturel} + \text{capital produit} + \text{capital humain} + \text{Actifs étrangers nets}$$

Source : Banque mondiale

Graphique 10 : Evolution de la richesse totale par habitant du Maroc et de ses composantes entre 1995 et 2014 (US\$ constant 2014)



Source : Banque mondiale, Wealth Accounting

La richesse totale par habitant du Maroc a connu une évolution rapide de près de 87%, entre 1995 et 2014, marquée par une rapide accumulation du capital humain et naturel. En 2014, le capital humain représentait près de 41% de la richesse totale du Maroc, une proportion proche de celle de la Côte d'Ivoire (37%) mais inférieure à celle de la Chine (59%) et de la Tunisie (55%).

2. Une croissance économique qui tend à s'essouffler

Globalement, le Maroc enregistre de bonnes performances pour 4 indicateurs macroéconomiques sur 7 retenus dans l'ISEME (voir tableau 7, tableau 8 et graphique 11). Toutefois, son score pour la variable relative à la croissance du PIB par tête demeure faible et en dessous de 0,5 tandis que son rang pour cette variable est de 48 sur 104 pays, contre 27 sur 104 pour l'ISEME. Ceci dénote un certain essoufflement du modèle de croissance économique marocain qui a besoin de se renouveler.

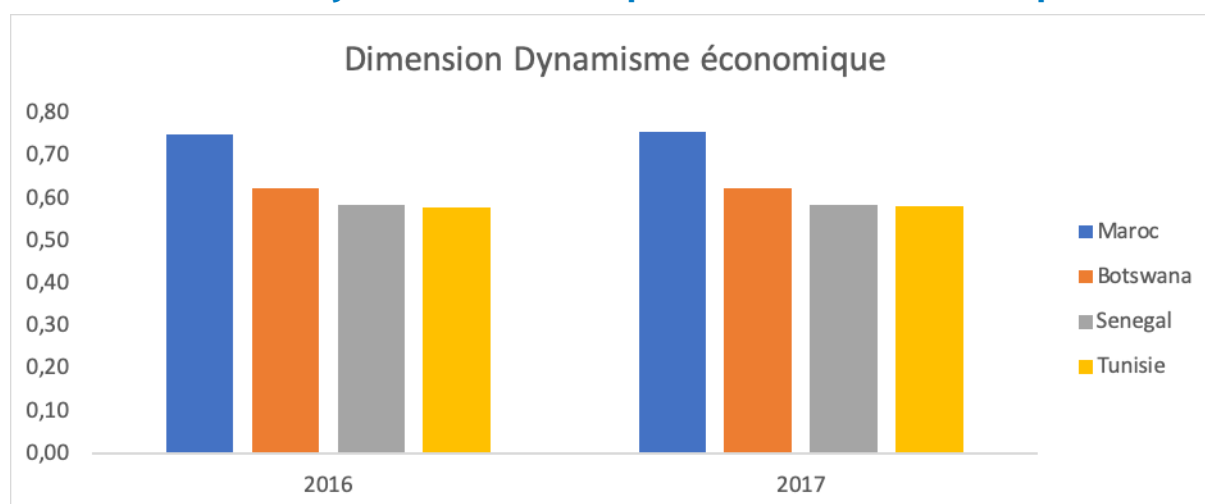
Tableau 7 : Evolution des scores des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension Dynamisme économique et cadre macroéconomique sain entre 2016 et 2017

	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	Croissance soutenue (du PIB par habitant)	Formation brute de capital (% du PIB)	Inflation, prix à la consommation (% annuel)	Solde budgétaire (en % du PIB)	Épargne brute (% du PIB)	Solde Balance courante en % du PIB
2016	0,349	0,779	0,765	1,00	0,252	0,746	0,479
2017	0,349	0,779	0,765	1,00	0,252	0,760	0,349
Évolution 2016/2017	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,026	-0,130

Source : Calculs de l'auteur

Tableau 8 : Evolution des rangs des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension Dynamisme économique et cadre macroéconomique sain entre 2016 et 2017

	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	Croissance soutenue (du PIB par habitant)	Formation brute de capital (% du PIB)	Inflation, prix à la consommation (% annuel)	Solde budgétaire (en % du PIB)	Épargne brute (% du PIB)	Solde Balance courante en % du PIB
2016	48	65	15	1	70	39	62
2017	48	62	15	1	70	38	62
Évolution 2016/2017	0	3	0	0	0	1	0

Graphique 11 : Evolution des scores du Maroc et de quelques pays comparateurs dans la dimension Dynamisme économique et cadre macroéconomique sain

Source : l'auteur

3. Une transformation structurelle insuffisante de l'économie marocaine

Le score du Maroc pour la dimension transformation structurelle est passé de 0,436 à 0,478 de 2016 et 2017. Il s'est, donc, fortement amélioré d'une année sur l'autre (+9,6%). Cependant, il n'atteint pas la valeur de 0,5 retenue comme cible pour atteindre la classe des pays émergents.

L'évolution du rendement des céréales est la principale cause de la progression du Maroc pour cette variable, tout en demeurant faible (score de 0,251 pour le Maroc pour cette variable, en 2017).

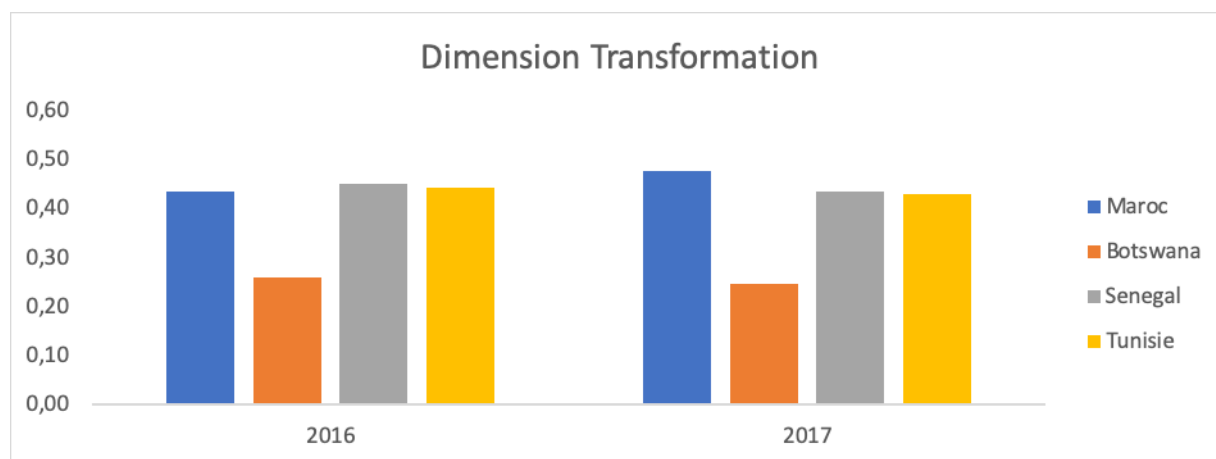
Concernant la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, sa part dans le PIB du Maroc a baissé de 16,84%, en 2005, à 15,74%, en 2017, même si le Royaume fait encore partie des meilleurs pays de l'échantillon pour cet indicateur (se situant au 25ème rang en 2017 sur un total de 104 pays). Malgré tout, la production manufacturière progresse en valeur absolue (avec un rythme moyen de 3,35% entre 2005 et 2017, un point de pourcentage en dessous du taux moyen de croissance du PIB sur la même période (4,5%)). Par ailleurs, l'industrie manufacturière continue d'occuper un peu plus de la moitié des emplois industriels²³.

Tableau 9 : Évolution des scores des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension Transformation

	Rendement des céréales (kg par hectare)	Fabrication, valeur ajoutée (% du PIB)	Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)
2016	0,134	0,650	0,530
2017	0,251	0,649	0,533
Évolution 2016/2017	0,117	-0,001	0,003

Source : Calculs de l'auteur

Graphique 14 : Evolution des scores pour la Dimension Transformation structurelle du Maroc et de quelques pays comparateurs entre 2016 et 2017



Source : l'auteur

23. Haut Commissariat au Plan (2017), Enquête nationale sur les structures économiques, octobre 2017

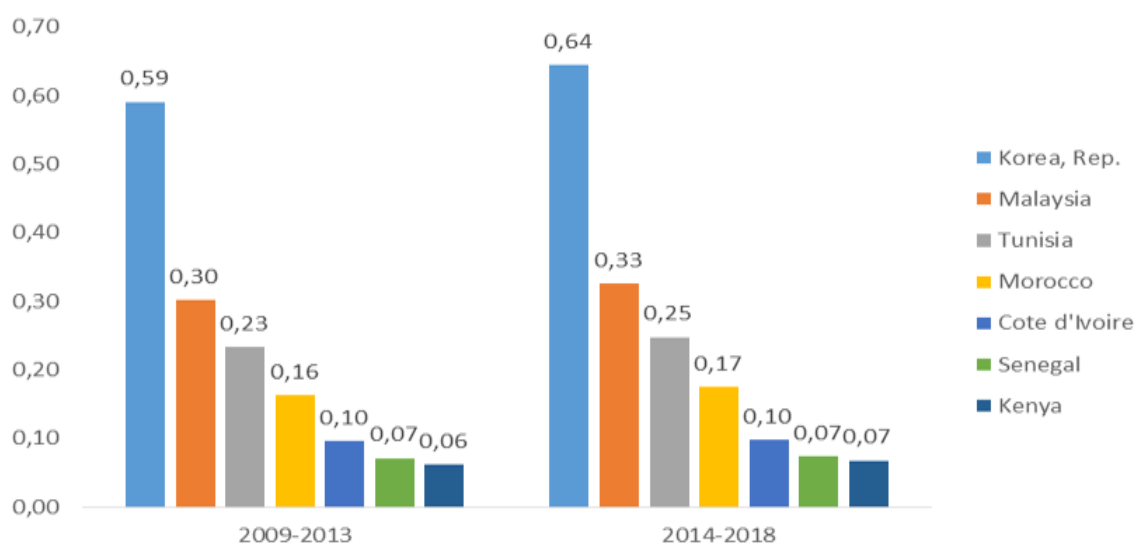
Tableau 10 : Évolution des rangs des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension Transformation structurelle

	Rendement des céréales (kg par hectare)	Fabrication, valeur ajoutée (% du PIB)	Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)
2016	89	28	51
2017	64	30	51
Evolution 2016/2017	25	-2	0

Source : Calculs de l'auteur

Il s'y ajoute que l'effort d'investissement effectué par le Maroc au cours des dernières décennies ne s'est pas traduit pas des gains de productivité. Ainsi, la productivité totale des facteurs est encore faible au Maroc, comparé à des économies comme la Corée du Sud, la Malaisie ou la Tunisie (graphique 15). Or, l'expérience internationale a montré que le facteur déterminant pour soutenir et réussir un processus de convergence économique réside dans la capacité à réaliser des gains de productivité (Easterly et al.2001²⁴).

Graphique 15 : Productivité totale des facteurs relative aux Etats-Unis, 2009-2013 et 2014-2018



Source : Calculs de l'auteur²⁵, à partir de la base de données EconMap du CEPII

De plus, selon les données de la Banque mondiale (« World Development Indicators »), entre 2001 et 2014, le taux de croissance moyen de l'économie marocaine a atteint 4,4%. Le capital physique y a contribué à hauteur de 60%, le travail à 15% et la Productivité Totale des Facteurs (PTF) à 25%, selon les calculs effectués par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Maroc²⁶. Or, un pays visant l'émergence ne peut pas uniquement compter sur l'accumulation de capital pour rattraper son retard. Ceci nécessiterait un taux d'investissement élevé et, donc, insoutenable à long terme. Il importe, donc,

24. Easterly, William and Ross Levine, It's Not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models, World Bank Economic Review, 15, no. 2, (2001).

25. A partir de ces données de EconMap du CEPII, l'auteur a calculé la PTF relative aux Etats-Unis pour chacun des pays dans le graphique

26. Haut-Commissariat du Plan, Etude sur le rendement du capital physique au Maroc, tableau 8, page 20, janvier 2016

pour le Maroc d'accélérer l'amélioration de sa productivité et de la transformation de son économie.

Un certain nombre de facteurs permettent d'expliquer la faible dynamique constatée dans le processus de transformation structurelle du Maroc. Agénor et El Aynaoui (2015)²⁷ évoquent l'insuffisance de l'investissement privé dans les secteurs porteurs pour la croissance, ce qui suggérerait sa complémentarité limitée avec le capital public, la présence d'effets d'éviction non négligeables des investissements publics et une baisse de leur qualité dans le temps. Les rigidités du marché du travail et la faible qualité de l'éducation constituent, également, une contrainte majeure pour la croissance. En effet, selon ces auteurs, « le marché du travail souffre de distorsions liées aux caractéristiques institutionnelles de ce marché (salaire minimum élevé, rôle important des syndicats, niveaux élevés des coûts d'embauche et de licenciements, frictions dans le fonctionnement du cadre légal de résolution des conflits du travail,). Par ailleurs, il existe une trop grande inadéquation entre le type de compétences produites par le système éducatif et celles demandées par les entreprises, ainsi que celles qui permettraient éventuellement au pays de passer à un régime de compétitivité accrue sur les marchés mondiaux ».

Le Maroc risque ainsi d'être confronté aux limites d'une croissance reposant sur l'accumulation de capital fixe et de se retrouver dans ce que les économistes appellent la « trappe des pays à revenus intermédiaires²⁸ »

4. Une légère progression pour l'insertion dans l'économie mondiale

Le Maroc réalise un score de 0,52 en 2017, pour la dimension « insertion dans l'économie mondiale ». Il a amélioré son rang de 9 places entre 2016 et 2017 (voir tableau 4 plus haut). Concernant les variables de cette dimension (voir tableaux 11 et 12), les meilleurs scores du Maroc concernent les exportations manufacturières et l'indice de concentration.

Tableau 11 : Evolution des scores des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension Bonne insertion dans l'économie mondiale

	Exports manuf pays sur 5 ans /total exports pays sur 10 ans	Exports techno sur 5 ans/total exports pays sur 10 ans	Indice de concentration	IDE pays/ PIB pays (moyenne 10 ans)	Exports pays sur Pib pays (moyenne 10 ans)	Exports pays sur 5 ans/total exports échantillon sur 5 ans	Total IDE pays sur 5 ans/ Total IDE échantillon sur 5 ans
2016	0,857	0,046	0,826	0,329	0,325	0,365	0,419
2017	0,857	0,041	0,833	0,285	0,330	0,379	0,414
Evolution 2016/ 2017	0,000	-0,005	0,007	-0,044	0,005	0,014	-0,005

Source : Calculs de l'auteur

27. Politiques publiques, Transformation Industrielle, Croissance et Emploi au Maroc : Une Analyse Quantitative Pierre-Richard Agénor et Karim El Aynaoui, OCP Policy Center, Research Paper, March 2014,

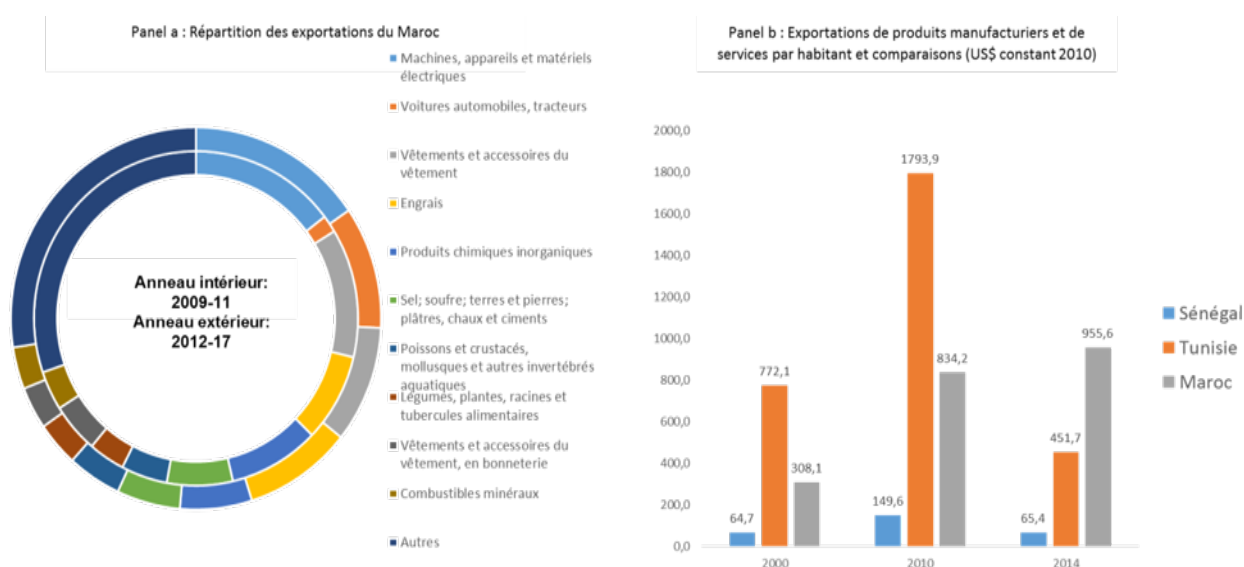
28. L'expression a été introduite indirectement par Garret (2004), qui a observé que les taux de croissance des pays à revenu intermédiaire stagnaient depuis les années 1980. Il a supposé que cela était dû à l'incapacité de ces pays à concurrencer, d'une part, les économies à revenu élevé (qui sont compétitives en raison d'économies et d'institutions fondées sur la connaissance de grande qualité) et, d'autre part, les pays à faible revenu (compétitifs dans des tâches peu qualifiées au coût le plus bas possible)

Tableau 12 : Evolution des rangs des variables de l'ISEME du Maroc dans la dimension Bonne insertion dans l'économie mondiale

	Export manuf pays sur 10 ans /total exports pays sur 10 ans	Export techno sur 10 ans/total exports pays sur 10 ans	Indice de concentration	IDE pays/ PIB pays (moyenne 10 ans)	Exports pays sur Pib pays (moyenne 10 ans)	Exports pays sur 10 ans/ total exports échantillon sur 10 ans	Total IDE pays sur 10 ans/ Total IDE échantillon sur 10 ans
2016	24	25	29	51	48	38	31
2017	24	26	26	45	46	39	31
Evolution 2016/2017	0	-1	3	6	2	-1	0

De fait, le Maroc possède une structure d'exportations diversifiée regroupant plusieurs produits manufacturés et de services à fortes valeurs ajoutées (dont notamment les produits de l'industrie automobile, les engrais, etc.) (graphique 16 panel a), en comparaison avec la Tunisie et le Sénégal (graphique 16 panel b).

Graphique 16 : Décomposition des exportations du Maroc et exportations de produits manufacturés et de services par habitant

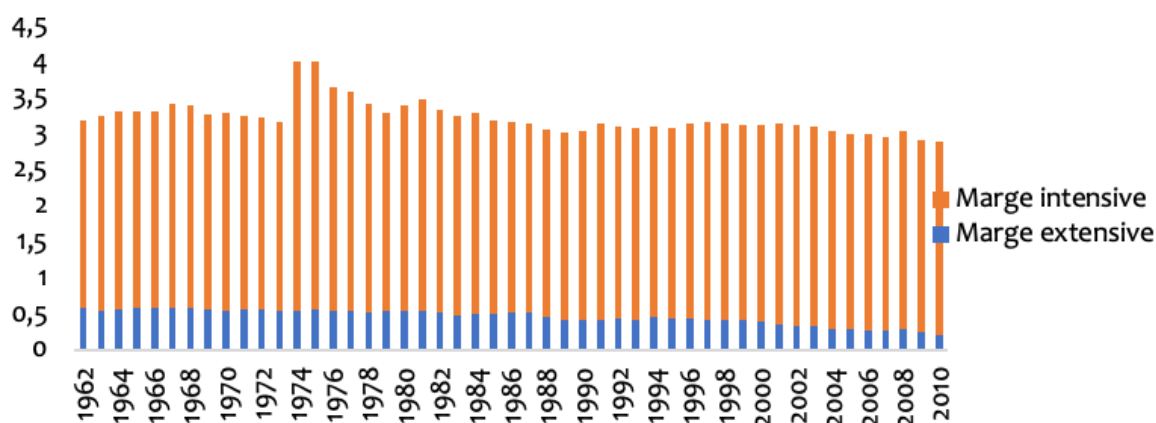


Source : TradeMap, Banque mondiale

L'analyse de la diversification des exportations du Maroc peut notamment se faire à l'aide de l'indice de Theil calculé par le Fonds monétaire international (voir graphique 17). La diversification des exportations d'une économie est inversement proportionnelle à la valeur de l'indice.

L'indice possède une composante « between » qui mesure la marge extensive de diversification relative au nombre de produits et de partenaires de l'économie considérée, et une composante « within » qui mesure la marge intensive de diversification relative à la part des différents produits dans la structure des exportations.

Graphique 17 : Evolution de l'indice de Theil du Maroc entre 1962 et 2010 et de ses composantes



Source : FMI²⁹

Selon l'indice de diversification de Theil, les exportations du Maroc sont plus diversifiées aujourd'hui que vingt ans auparavant. Cette transformation dans les exportations est due à la fois à l'augmentation progressive du nombre de produits exportés par le Maroc mais, également, à la hausse des différents volumes exportés.

Par ailleurs, les exportations du Maroc sont dominées par les produits à moyenne haute technologie (à 46,2%, en 2015, selon les estimations du Ministère de l'Economie et des Finances ³⁰, en hausse de 28 points de pourcentage par rapport à 2000), en particulier les machines, les appareils & matériels électriques, les engrais, les voitures automobiles, les vêtements et accessoires. En revanche, et toujours selon ce département ministériel, les exportations des produits manufacturés de haute technologie ont évolué en baisse, entre 2000-2007 et 2008-2015, « passant de 10,2% en moyenne, entre 2000 et 2007, à 6,1% au cours de la deuxième période, contre respectivement 24,9% et 22,4% au niveau mondial »³¹ (voir graphique 18 et 19 ci-dessous).

Les données de l'ISEME confirment cette analyse du Ministère de l'Economie et des Finances. En effet, le contenu technologique des exportations du Maroc est en baisse continue au cours de la dernière décennie (la part des exportations de haute technologie dans le total des exportations manufacturières ayant fortement chuté, de 9,64% en 2005 à 3,67% en 2016³²). Ceci explique le très faible score du Maroc (0,041 sur 1) pour l'indicateur « exportations technologiques sur total des exportations » de l'ISEME (voir tableau 11 plus haut).

29. Le FMI n'a pas poursuivi la mise à jour de l'indice de Theil après 2010 pour le Maroc

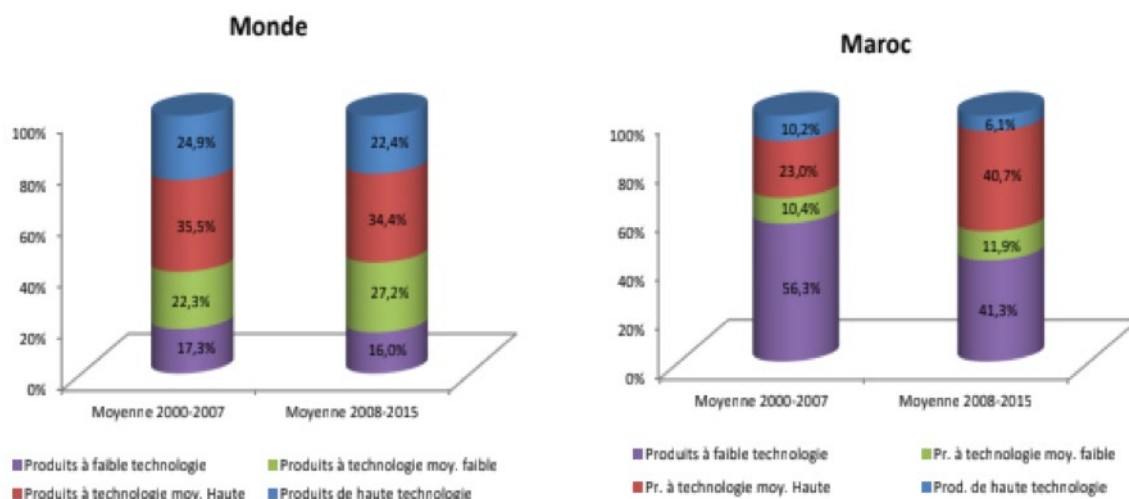
30. Ministère de l'Economie et des Finances (2017), « Contenu technologique des exportations du Maroc, évolution et analyse comparative », Direction des études et des prévisions financières, avril 2017

31. Ministère de l'Economie et des Finances (2017), op cit

32. Selon les données de « World Development Indicators » de la Banque mondiale

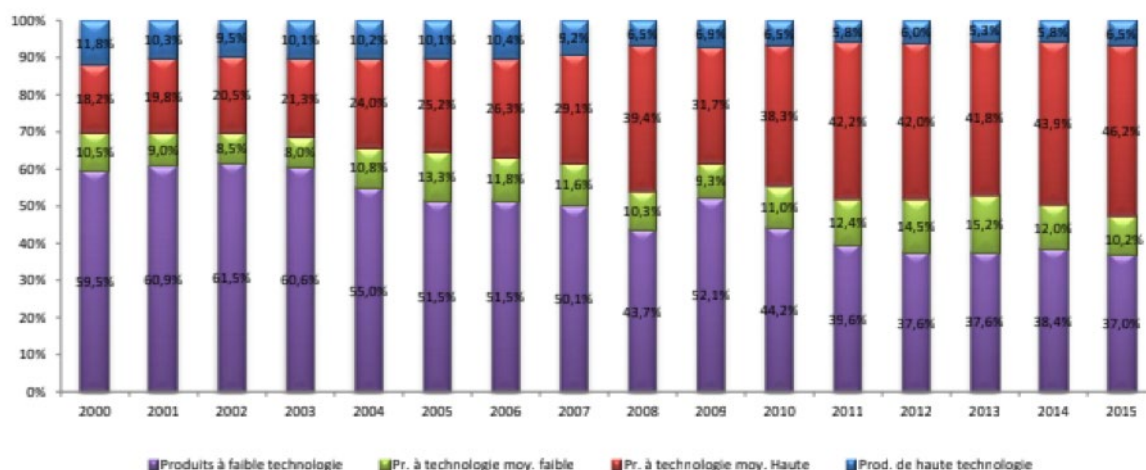
Enfin, les produits à faible contenu technologique ont vu leur part dans les exportations du pays passer de 59,5% du total des exportations en 2000 à 37% en 2015, soit un fléchissement de 22,5 points de pourcentage.

Graphique 18 : Structure du contenu technologique des exportations manufacturières marocaines et mondiales



Source : Elaboré par la DEPF du Ministère marocain de l'Economie et des Finances à partir des données de CHELEM

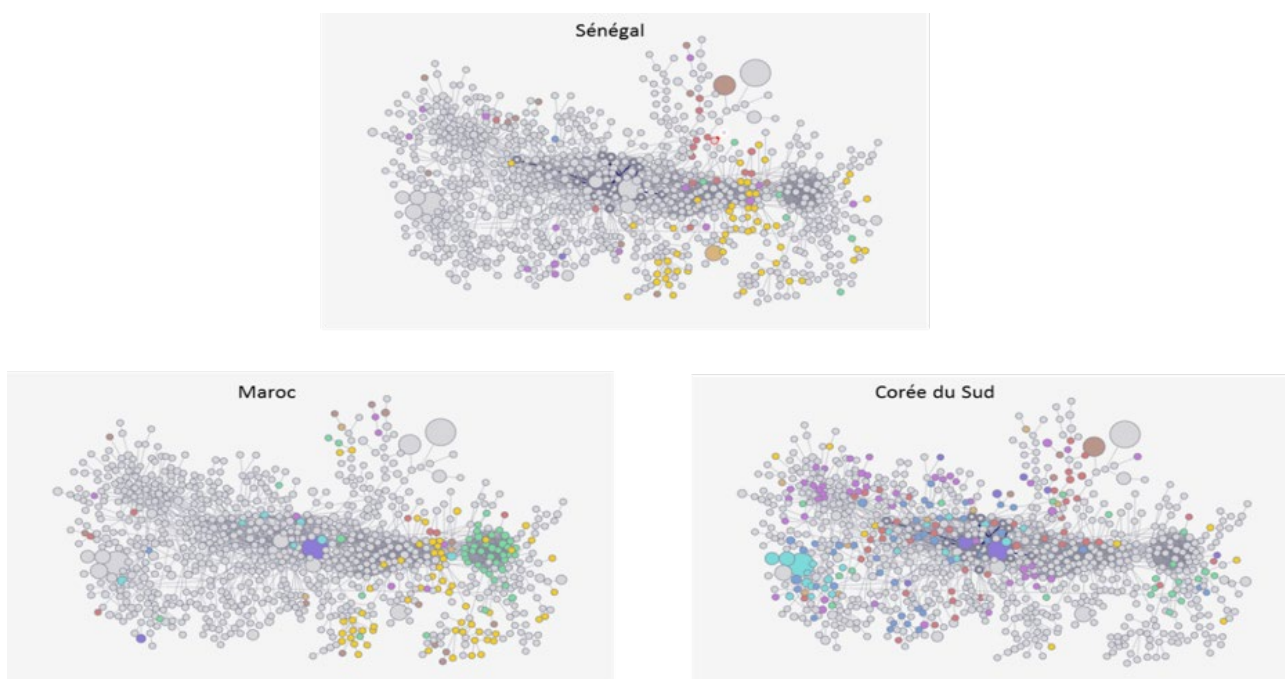
Graphique 19 : Evolution des exportations du Maroc des produits manufacturiers selon l'intensité technologique



Source : Elaboré par la DEPF du Ministère marocain de l'Economie et des Finances à partir des données de CHELEM

Globalement, et en termes de complexité, les exportations du Maroc sont en sophistication progressive, en comparaison avec la Corée du Sud (graphique 20), avec de plus en plus de produits complexes au centre de l'arbre (le secteur de l'automobile par exemple). Des efforts devraient être fournis et pourraient permettre au Maroc d'atteindre dans un proche avenir le niveau de sophistication de la Corée du Sud.

Graphique 20 : Carte de l'espace produit du Maroc et comparaison avec le Sénégal et la Corée du Sud en 2016



Source : Harvard, Observatoire de la Complexité économique

3.3. SYNTHÈSE, PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Le diagnostic stratégique de l'émergence du Maroc a permis de relever les points ci-après :

- En 2017, le Maroc réalise une performance relativement satisfaisante, concernant l'indice synthétique d'émergence économique (ISEME), avec un score de 0,55 sur 1. Il se classe au 2^{ième} rang africain, derrière l'Afrique du Sud et devant l'Égypte, et au 32^{ième} rang mondial, sur un total de 104 pays. Il se retrouve ainsi dans la catégorie des pays dits « émergents » ;
- Les meilleurs scores du Maroc sont enregistrés dans la dimension « richesse inclusive » (tirée notamment par une forte amélioration de l'espérance de vie) et dans la dimension « dynamisme économique et cadre macroéconomique sain », avec néanmoins un essoufflement du rythme de croissance économique, dénotant un besoin urgent d'une relance des moteurs de la croissance du pays ;
- La transformation structurelle du pays progresse timidement. Elle pâtit du rythme lent de développement de l'industrie, couplé à une productivité relativement faible, y compris en comparaison avec les pays de niveau proche de développement comme la Tunisie ;
- Le Maroc a fortement renforcé sa présence sur les marchés mondiaux de la manufacture à technologie d'intensité moyenne, tout en diversifiant ses produits d'exportation, dans le cadre de sa stratégie de promotion de nouveaux métiers mondiaux (aéronautique et automobile, par exemple) et de consolidation des métiers traditionnels (comme l'engrais phosphaté). Toutefois, le pays peine à se déployer dans le segment des produits à haute technologie et se trouve, donc, placé sous le risque de ce que les économistes appellent « la trappe des pays à revenus intermédiaires ».

Ces constats ont permis de définir un certain nombre de scénarii pour l'évolution future de l'économie marocaine : (i) un scénario tendanciel ; (ii) un scénario moyen ; (iii) un scénario d'accélération.

Le dernier scénario fait l'hypothèse d'une forte accélération dans la dynamique des différentes variables entrant dans le calcul de l'ISEME. Le scénario moyen considère une évolution moyenne sur les différents paramètres entrant dans le calcul de l'ISEME. Ce scénario reflète une évolution de l'économie à mi-chemin entre l'évolution tendancielle (scénario 1) et l'accélération (scénario 3).

Le tableau 13 suivant présente les résultats des trois scénarii, avec une estimation du score de l'ISEME du Maroc à l'horizon 2025, 2030 et 2040, pour chaque scénario

Tableau 13 : Scénarios d'évolution des scores des composantes de l'ISEME du Maroc entre 2017 et 2040

Scénario	Année	Richesse inclusive	Transformation structurelle de l'économie	Dynamisme économique dans un cadre macroéconomique sain	Insertion dans l'économie mondiale	ISEME	
Base	2017	0,666	0,478	0,755	0,528	0,556	
	Tendanciel	2025	0,754	0,505	0,756	0,606	0,629
		2030	0,813	0,559	0,771	0,681	0,688
		2040	0,907	0,656	0,805	0,716	0,751
Moyen	2025	0,834	0,632	0,807	0,721	0,733	
	2030	0,993	0,783	0,855	0,786	0,836	
	2040	1,000	0,947	0,909	0,849	0,912	
Accélération	2025	0,902	0,747	0,866	0,790	0,813	
	2030	1,000	0,847	0,929	0,871	0,900	
	2040	1,000	0,978	0,945	0,941	0,963	

Il faut noter que selon la classification réalisée dans la section II.1, le Maroc est déjà un pays émergeant en 2017.

Le scénario tendanciel prévoit que le Maroc rejoindrait le rang des pays émergés (ISEME supérieur ou égal à 0,65 mais inférieur à 0,75) à l'horizon 2030, en poursuivant le même rythme d'évolution que dans la période récente. Cela constituerait une performance appréciable, étant donné que, pour le moment, aucune nation africaine n'est comptée parmi les économies émergées. En 2025, le Maroc deviendrait un pays pré-développé avec un score ISEME de 0,751, soit juste au-dessus de la barre du niveau (0,75) qui définit les pays pré-développés.

De fait, le Maroc a déjà défini et commencé l'application de plusieurs cadres de politiques dans les différents secteurs d'activité. Ainsi, le plan d'accélération industrielle, élaboré et mis en œuvre sur la période 2014-2020, prévoit de renforcer la performance des écosystèmes industriels, d'attirer plus

d'Investissements Directs Etrangers (IDE) dans des secteurs de pointe, et de favoriser la transition de l'informel vers le formel à travers des réformes d'incitations fiscales et financières. Dans la même dynamique, plusieurs autres plans sectoriels ont été élaborés. Il s'agit notamment du plan Maroc Vert, du plan Halieutis, de la stratégie de développement du secteur minier, de la stratégie énergétique 2030, du Plan solaire, du plan de développement du gaz naturel liquéfié, de la stratégie du secteur logistique, de la modernisation des infrastructures aéroportuaires, portuaires et ferroviaires, de la stratégie Maroc numérique 2020, de la stratégie du secteur artisanal, de la stratégie du secteur du commerce et de la distribution, et de la stratégie Tourisme Vision 2020.

Le passage à l'échelle de ces différentes stratégies sectorielles devrait garantir au pays un cheminement au moins équivalent à celui du scénario tendanciel, à condition que des chocs exogènes sévères (crise internationale, chocs climatiques) n'impactent pas négativement sur l'économie du pays qui demeure fortement vulnérable à la conjoncture internationale et pour laquelle l'agriculture occupe encore un poids relativement important (représentant 14% du PIB en 2017).

Le scénario d'accélération ferait du Maroc un pays pré-développé dès 2025, avec un score de 0,813. Nous ne l'avons pas retenu.

Dans le scénario moyen, le Maroc devient un pays émergé dès 2025 (avec un score de 0,733, proche de celui de la Turquie de 2017) et pré-développé en 2030 (avec un score de 0,836 proche de celui de l'Irlande de 2017). En 2040, il obtiendrait un score de 0,912 presque égal à celui de la Chine de 2016³³.

La réalisation du scénario moyen suppose l'atteinte des résultats ci-après (voir tableau 14 en annexe) :

- Un PIB par habitant PPA de 14 100 dollars en 2030 (et de 22.960 dollars en 2040), ce qui correspond à une accélération de 5% en moyenne par an du taux de croissance du PIB par tête et une croissance soutenue du PIB ;
- Un niveau d'investissement de 35%, ce qui correspond à un redoublement des efforts actuels, à travers la mise en place d'un ensemble de réformes d'amélioration du cadre des affaires et une dynamisation de l'investissement domestique (surtout privé) ;
- Une plus grande attractivité des IDE. Ceci implique que plus d'investisseurs étrangers investissent massivement dans les secteurs clés de l'économie, tout en se servant au maximum du tissu économique domestique ;
- Une augmentation de 140% des rendements des céréales (atteignant 4.227 kilogrammes à l'hectare en 2030, contre 1.758 kilogrammes en 2017), alimentée par une forte amélioration des méthodes de production agricole ;
- Une valeur ajoutée manufacturière plus importante de l'ordre de 25% du PIB en 2030, contre à peu près 16% en 2017 ;
- Une intensification de l'activité industrielle qui devrait passer en moyenne de 26%, actuellement, à environ 35% du PIB en 2030 ;
- Des exportations qui deviennent de plus en plus importantes, avec un niveau de concentration encore plus faible. Ceci suppose, donc, une transformation structurelle plus profonde de

33. Comme indiqué dans la section I.1. 2, les pays situés aux premiers rangs du classement évoluent également. Ainsi, lorsque le Maroc atteindra, en 2040, le niveau de l'ISEME de la République Tchèque en 2017, ce dernier pays aura également progressé dans l'intervalle et sera sans doute devenu un pays totalement développé en 2040.

l'économie avec l'émergence de plus de secteurs à forte valeur ajoutée et proches du centre de la carte espace-produit, donc une économie plus sophistiquée produisant des produits plus complexes ;

- Un niveau d'inflation toujours maîtrisé, comme c'est le cas actuellement ;
- Une surface budgétaire plus importante, afin d'obtenir un solde budgétaire respectant l'objectif de -2% au plus et la poursuite de la bonne gestion de la dette ;
- Une balance courante traduisant une meilleure maîtrise des équilibres extérieurs avec idéalement un solde positif ;
- Et, enfin, un niveau d'espérance de vie de 82 ans en 2030 au lieu de 75,8 années, en 2017.

L'atteinte de ces résultats intermédiaires suppose que le Maroc réalise d'importantes réformes structurelles³⁴ destinées à relever fortement la compétitivité globale de son économie. Elles sont analysées ci-après :

1. Elaborer un Plan national d'émergence globale à l'horizon 2025, fixant le cap et harmonisant les nombreuses stratégies sectorielles existantes (évoquées plus haut), en en faisant le seul document de référence pour le nouveau modèle de développement du Maroc ;
2. Améliorer la qualité de la gestion des politiques publiques, dans toutes leurs étapes (de la conception, au suivi-évaluation, en passant par leur mise en œuvre), en veillant à assurer la bonne coordination intersectorielle et la complémentarité des plans et programmes sectoriels ;
3. Renforcer profondément la qualité du système éducatif et celle de la main-d'œuvre, en mettant en œuvre notamment les mesures identifiées dans le projet de loi-cadre relatif au système de l'éducation, tout en promouvant la formation continue et le développement de la productivité au sein des unités économiques ;
4. Développer les capacités d'innovation technologique, en mettant en place un cadre réglementaire et des incitations adaptées, y compris concernant le transfert technologique (en s'inspirant, par exemple, des pays asiatiques comme la Malaisie) ;
5. Repenser la politique de développement industriel, en faisant le choix clair de la promotion des produits à haut contenu technologique pour l'accueil des investissements directs étrangers au Maroc, tout en accélérant la mise à niveau des PME orientées vers l'import-substitution et le marché local et africain ;
6. Mieux intégrer le Maroc dans son environnement régional africain, en développant les liaisons routières, ferroviaires et maritimes avec les pays du Nord et de l'Ouest africains, en concluant des accords commerciaux et d'investissement avec les différentes communautés économiques régionales africaines (notamment la CEDEAO³⁵ et la CEEAC³⁶), dans le contexte plus global de la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), et en mettant en place des incitations fortes destinées à favoriser et à accompagner le déploiement des entreprises agricoles, industrielles et de services marocaines sur le continent africain.

34. Beaucoup de recommandations formulées dans ce rapport rejoignent celles déjà relevées dans d'autres rapports de diagnostic de l'économie marocaine comme : (i) le rapport de la Banque mondiale intitulé « Maroc, horizon 2040 » qui date de 2018 ; (ii) l'examen multidimensionnel du Maroc réalisé par l'OCDE en 2018; (iii) le rapport de la Commission économique pour l'Afrique « transformation structurelle, emploi, production et société » publié en 2018 ; (iv) les revues du FMI au titre de l'article IV ; (v) le rapport sur les leviers de l'émergence du Maroc en cours de préparation par Moubarack Lo.

35. Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

36. Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale

BIBLIOGRAPHIE

- Abramovitz Moses 1986. "Catching up, forging ahead, and falling behind", *The Journal of Historic Economy*, Vol. 46, No. 2, pages 385-406
- Acemoglu D. Johnson S. Robinson J. (2004), "Institutions as the fundamental Cause of long-run growth", NBER, WP 10481, May 2004, http://www.nber.org/papers/w10481.pdf?new_window=1
- Aghion, Philippe & Howitt, Peter, 1992. "A Model of Growth through Creative Destruction". *Econometrica*, Econometric Society. vol. 60(2), pages 323-51,
- Banque mondiale (2018), « Maroc, horizon 2040 », 2018
- Barro, R. J. 1991. "Economic Growth in a Cross Section of Countries", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, No. 2. (May, 1991), pp. 407-443.
- Barro, R. J. 1996. "Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study," NBER Working Paper No. 5698, August 1996: 70, <http://www.nber.org/papers/w5698.pdf>.
- Barro, R. J. & Sala-i-Martin X. 1999. *Economic Growth* (Cambridge, MA: MIT Press, 1999).
- Baumol, W. J. 1986. Productivity Growth, Convergence and Welfare, What the Long-Run data show. *American Economic Review*, 76(5), P. 1073-85
- Berthélémy, J.C. 2005. Clubs de convergence et équilibres multiples. Conférence ABCDE de la Banque Mondiale. Dakar, 2005
- Black, C.E. 1966. La dynamique de la modernisation. 1966, p 55-60
- Chaouad R. (2015) : « L'émergence, une catégorie flottante », *Revue internationale et stratégique*, n°98, P212
- Cohen et Causa (2005), « Productivité industrielle et compétitivité », Centre de Développement de l'OCDE, septembre 2005
- Cohen D. et Soto M. 2002. "Why are Some Countries so Poor? Another Look at the Evidence and a Message of Hope," *OECD Development Centre Technical Papers*. No. 197, October 2002: 21.
- Commission Economique pour l'Afrique et Commission de l'Union Africaine (2013), « Rapport économique sur l'Afrique. Tirer le plus grand profit des produits de base africains: l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique », mars 2013.
- Commission économique pour l'Afrique, « transformation structurelle, emploi, production et société », 2018
- Daziano L. (2013) : « La nouvelle vague des pays émergents : Bangladesh, Ethiopie, Nigéria, Indonésie, Vietnam, Mexique », Fondation pour l'innovation politique.
- De Macedo J. B. et Martins J. O. (2006), « Growth, Reform Indicators and Policy Complementaries », NBER Working Paper No. 12544, septembre 2006, <http://www.nber.org/papers/w12544.pdf>
- Domar (1946), "Capital Expansion, Rate of Growth, and Employment", *Econometrica* Vol. 14, No. 2 (Apr., 1946), pp. 137-147
- Easterly, William and Ross Levine (2001), It's Not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models, *World Bank Economic Review*, 15, no. 2, (2001)
- FMI 2005, *World Economic Outlook: Building Institutions* (Washington, DC: IMF, September 2005): 125.
- FMI (2017), "STAFF REPORT FOR THE 2017 ARTICLE IV CONSULTATION", 28 novembre 2017,
- Gambier D. (2014): « Les pays émergents : performance ou développement ? », *Journal politique*
- Goldman Sachs Global Economics Group (2007): «BRICs and Beyond», The Goldman Sachs Group, New York, 2007
- Harrod (1936), "An Essay in Dynamic Theory", *The Economic Journal*, Vol. 49, No. 193 (Mar.

- 1939), pp.14-33
- Haussmann R., Pritchett L. et Rodrik D. (2005). Growth accelerations. August 2005, Harvard University
 - Jaffrelot C. (2008) : « L'enjeu mondial. Les pays émergents », Paris : Presses de Science Po, 2008, 381 p
 - Kateb A. (2011) : « Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC changent le monde », éditions Ellipses, Paris, 2011 (ISBN 978-2-7298-6473-6), 272 p
 - Kaufmann et al. 2005. Governance matters, Governance Indicators for 19996-2004. World Bank Policy Research Working Paper 3630. June 2005
 - Lafargue F. (2011) : « des économies émergentes aux puissances émergentes », Questions internationales n°51
 - Lo Moubarack et al. (2015), « Relations Maroc-Afrique subsaharienne : quel bilan pour les 15 dernières années », <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/OCPPC-RP1610v2.pdf>, OCP Policy Center, novembre 2016
 - Lo Moubarack et Sy Amaye (2019), « Les leviers de l'émergence du Maroc », à paraître
 - Lopes Carlos, « L'Afrique a besoin de transformations structurelles et non d'ajustements structurels », le blog du Guépard, CEA, 30 avril 2013
 - Lucas, R. 1988. On the Mechanics of Economic Development. Journal of Monetary Economics. n° 22. 1988: PP 3-42
 - Mabrouk M. (2014) : « Baromètre Pays émergents », EY, Oxford Economics
 - Maddison, A. 2003. The World Economy: Historical statistics. 2003. OCDE
 - Mbaloula M. (2011) : « La problématique de l'émergence économique des PVD », Revue congolaise de gestion, n°14, page 132
 - Meier, Gérald M. 2000. Leading Issues in Economic Development, 7th Edition (New York: Oxford University Press, 2000).
 - Messias C. W. (2012) : « La grande Amazonie sud-américaine, un défi pour le Brésil », Revue Diplomatie, n°8, juil-sept., p. 54-58.
 - Myrdal, G. 1968. Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations, Volume 3 (New York: Twentieth Century Fund, 1968), 1869.
 - Nicet-Chenaf D. (2014) : « Les pays émergents : performance ou développement ? » <http://www.laviedesidees.fr/Les-pays-emergents-performance-ou.html>
 - North, D. 1990. « Institutions, Institutional change and economic performance », Cambridge University Press
 - OCDE. 2002. Development is Back. Édité par J. B; de Macedo, C. Foy et Ch. Oman
 - OCDE (2018), « Examen multidimensionnel du Maroc », mars 2018
 - Ohmae K. (1999), « The Borderless World, rev ed: Power and Strategy in the Interlinked Economy », Revised, HarperBusiness, May 1999
 - O'Neill J. (2001): « Building Better Global Economic BRICs », Global Economics Paper, no 66,

- Goldman, Sachs & Co., New York, 30 November 2001.
- O'Neill, J., Wilson, D., Purushothaman, R. and Stupnytska, A. (2005): «How Solid are the BRICs? », Global Economics Paper, No. 134, Goldman Sachs.
 - PNUD, Rapport sur le Développement Humain, Edition 2006
 - Ravaillon. 2001. "Pro-Poor Growth: A Primer," World Bank Development Research Group Paper (2001).
 - Rodrick D, Subramanian A, Trebbi F. 2002. The primacy of Institutions over Geography and economic integration. Harvard University: Mimeographed. 2002
 - Rodrick, D. 2004 a. Growth strategies. August 2004. Harvard University, <http://drodrik.scholar.harvard.edu/files/dani-rodrik/files/growth-strategies.pdf?m=1435073927>
 - Rodrick, D. 2004 b. "Rethinking Growth Policies in the Developing World," Luca d'Agliano Lecture in Development Economics, Torino, October 2004: 6, <https://fr.scribd.com/document/188353844/Rodrik-rethinking-Growth-Policies-in-the-Developing-World>
 - Romer 1986. Increasing Returns and Long-Run growth. Journal of Political Economy. Vol. 94, n°5, PP 1002-1037
 - Romer, P. 1990. Endogenous Technological change. Journal of Political Economy. 98(5), p. S71-102
 - Rostow Walt 1960, The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto (Cambridge: Cambridge University Press, 1960), 4-16
 - Sachs, J. et Warner, A. 1995. Economic convergence and Economic Policies. NBER Working Papers Series. WP n° 5039. February
 - Senghor Léopold S., "Culture et Développement," Revue Ethiopiques, numéro spécial revue socialiste de culture négro-africaine 70è anniversaire du Président L. S. Senghor (novembre 1976): 4.
 - Solow, R.M. 1956. "A Contribution to the Theory of Economic Growth," Quarterly Journal of Economics, vol. 70, no. 1 (February 1956): 65-94.
 - Standard & Poor's, "S&P Emerging Market Index: Index Methodology," November 2007: 6.
 - Ülgen F. (2013) : « Emergence économique et économies émergentes », Centre de recherche en économie de Grenoble, pp23-27.
 - Uzawa, H. 1965. Optimal Technical Change in an Aggregative Model of Economic Growth. International Economic Review 6. P. 18-61
 - Vercueil J. (2008) : «Les Pays émergents. Brésil, Russie, Inde, Chine... Mutations économiques et nouveaux défis». Bréal, 3ème édition, 2012.
 - Walt, W. Rostow 1960. Les étapes du développement économique. Paris: Seuil.
 - Williamson, O. 2000. The new Institutional Economics: Taking Stock, Looking Ahead. Journal of Economic Literature. Vol. XXXVIII. (Sept. 2000). PP 595-613.

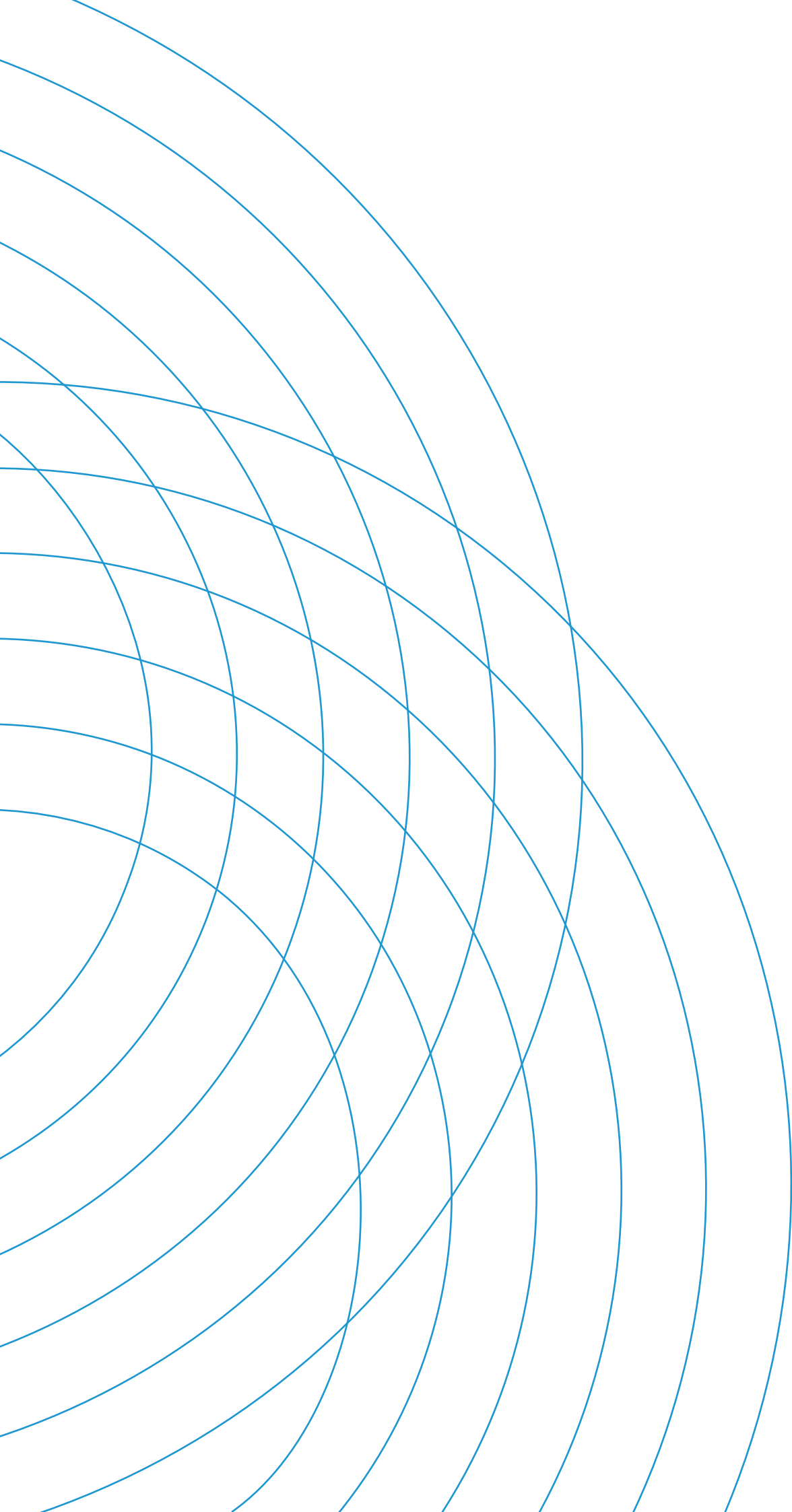
ANNEXE

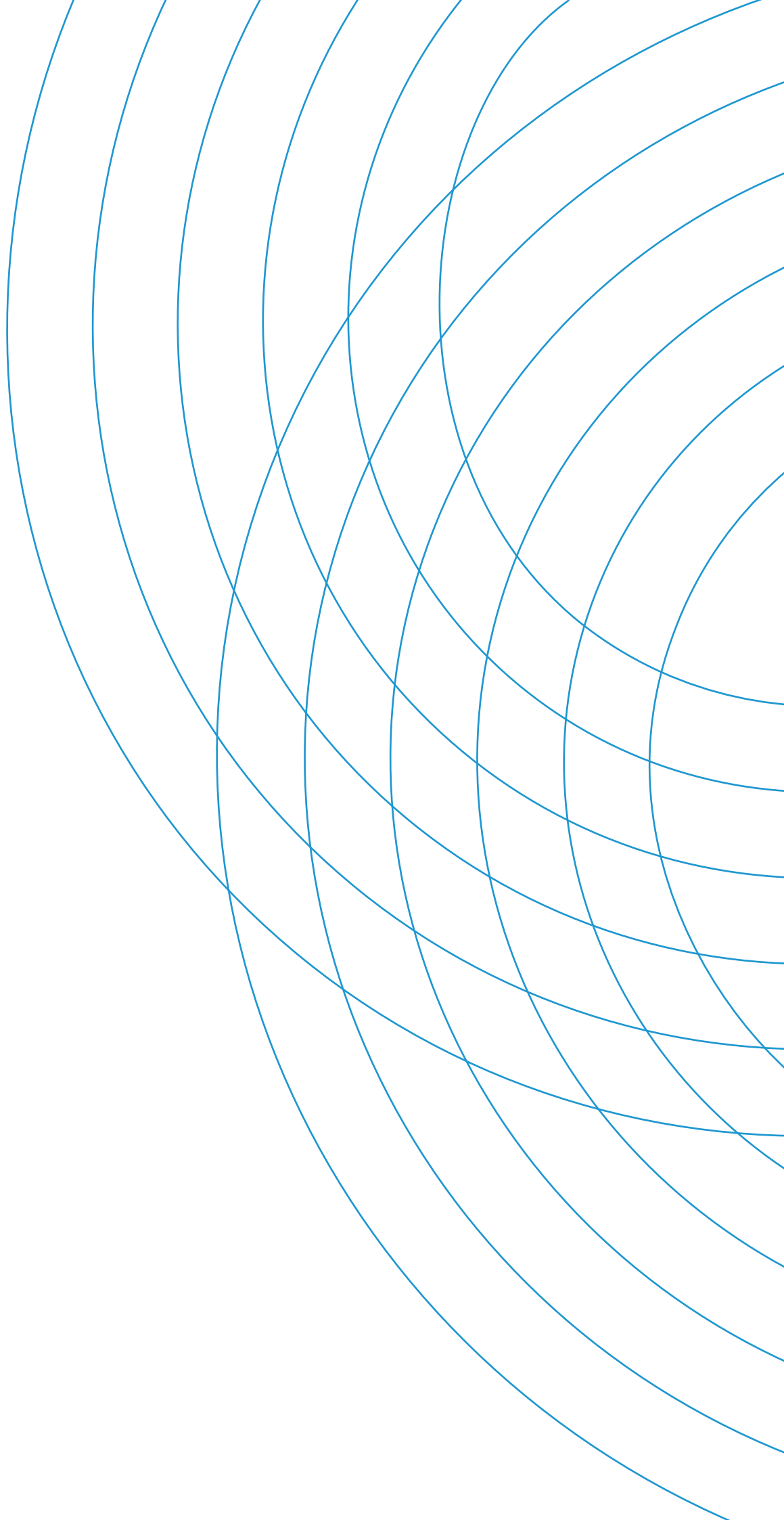
Tableau 14 : Hypothèses d'évolutions des variables de l'ISEME

	2017	T-2025	T-2030	T-2040	M-2025	M-2030
Espérance de vie à la naissance	76	79	80	80	80	82
PIB par habitant, (PPP constants US\$ 2011)	7476	8760	9670	11790	11050	14100
Croissance du PIBpar habitant (% annuel)	2%	2%	2%	2%	5%	5%
Formation brute de capital (% du PIB)	29	26	26	26	35	35
Inflation, prix à la consommation (% annuel)	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25
Solde budgétaire (en % du PIB)	-3	-3	-2	-1	-2	-1
Épargne brute (% du PIB)	23	23	23	25	25	29
Solde Balance courante en % du PIB	-5	-6	-4	-1	-4	2
Fabrication, valeur ajoutée (% du PIB)	16	16	17	20	20	25
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	26	27	30	30	30	35
Rendement des céréales (kg par hectare)	1758	2005	2498	3486	2992	4227
Export techno sur 5 ans/total exports pays sur 5 ans	0,02	0,01	0,03	0,05	0,05	0,10
IDE pays/PIB pays (moyenne 5 ans)	0,03	0,04	0,05	0,06	0,06	0,08
Exports pays sur Pib pays (moyenne 5 ans)	0,33	0,36	0,41	0,46	0,44	0,46
Export manuf pays sur 5 ans /total exports pays sur 5 ans (%)	70	78	87	95	87	95
Indice de concentration	0,17	0,12	0,09	0,08	0,07	0,06

	M-2040	A-2025	A-2030	A-2040
Espérance de vie à la naissance	84	80	82	84
PIB par habitant, (PPP constants US\$ 2011)	22960	12850	18000	35440
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	5%	7%	7%	7%
Formation brute de capital (% du PIB)	35	40	40	40
Inflation, prix à la consommation (% annuel)	1,25	1,25	1,25	1,25
Solde budgétaire (en % du PIB)	0	0	0	0
Épargne brute (% du PIB)	29	29	33	33
Solde Balance courante en % du PIB	6	4	6	6
Fabrication, valeur ajoutée (% du PIB)	35	25	30	40
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	40	35	40	45
Rendement des céréales (kg par hectare)	6943	3500	4900	7000
Export techno sur 5 ans/total exports pays sur 5 ans	0,30	0,10	0,20	0,40
IDE pays/PIB pays (moyenne 5 ans)	0,08	0,08	0,10	0,10
Exports pays sur Pib pays (moyenne 5 ans)	0,46	0,5	0,5	0,5
Export manuf pays sur 5 ans /total exports pays sur 5 ans (%)	95	95	95	95
Indice de concentration	0,05	0,05	0,05	0,05

T : Tendancier ; M : Moyen ; A : Accélération







Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma